TROIS MÉMOIRES

SUR

LA POLOGNE.

AFFAIRES DE POLOGNE, PAR SAINT-MARC-GIRARDIN.

DERNIERS ÉVÉNEMENTS DE POLOGNE, PAR HENRI VRIGNAULT.

LA POLOGNE UN SIÈCLE APRÈS LE PARTAGE ET L'AGITATION DE VARSOVIE, PAR CHARLES DE MAZADE.

LIBRAIRIE B. BEHR (E. BOCK).

BERLIN, 27. UNTER DEN LINDEN. | POSEN, 21. WILHELMS-STRASSE.

1861.

TROIS MÉMOIRES

SUR

LA POLOGNE.

TROIS MÉMOIRES

SUR

LA POLOGNE.

AFFAIRES DE POLOGNE, PAR SAINT-MARC-GIRARDIN.

DERNIERS ÉVÉNEMENTS DE POLOGNE, PAR HENRI VRIGNAULT.

LA POLOGNE UN SIÈCLE APRÈS LE PARTAGE ET L'AGITATION DE VARSOVIE, PAR CHARLES DE MAZADE.

LIBRAIRIE B. BEHR (E. BOCK).

BERLIN, 27. UNTER DEN LINDEN. | POSEN, 21. WILHELMS-STRASSE.

1861.

AFFAIRES DE POLOGNE

PAR

M. Saint-Marc Girardin.

(Tiré de la Revue des Deux-Mondes.)

Les événemens de Varsovie ont surpris et ému tout le monde. Sera-t-il permis à un ancien député qui se souvient d'avoir voté tous les ans la revendication de la nationalité polonaise, lui sera-t-il permis de dire, que cette réapparition inattendue d'une nationalité qu'on voulait croire morte l'a fait tressaillir d'aise, non pour la puérile satisfaction de montrer que les chambres du régime parlementaire se trompaient moins qu'on ne l'a dit, mais pour la joie très légitime qu'ont dû ressentir ceux qui croient que les vrais droits ne périssent jamais dans ce monde? Ils s'éclipsent; ils ne meurent pas.

On a beaucoup dit que les chambres de la monarchie de 1830 n'attestaient chaque année la nationalité polonaise que par haine de la Russie et pour faire pièce à l'empereur Nicolas. Nous savons bien que l'empereur Nicolas s'était fait un étrange point d'honneur de témoigner en toute occasion sa mauvaise humeur contre la France; mais en parlant de la Pologne, les chambres françaises ne songeaient point à prendre leur revanche.

Elles avaient une idée plus juste et plus haute : elles défendaient le droit public de l'Europe, et elles avaient d'autant meilleure grâce à le défendre, que ce droit public de l'Europe avait été établi en 1815, et par conséquent contre la France. Comme la France le supportait dans ce qu'il avait de fâcheux et d'injuste contre elle, elle pouvait et elle devait en réclamer le respect dans ce qu'il avait de favorable à ses sentimens, qu'elle est habituée à priser plus que ses intérêts. Or il y avait, d'après le traité de Vienne, un royaume de Pologne, non pas uni et incorporé à l'empire de Russie, mais gouverné par l'empereur de Russie et héréditaire dans sa maison, gouverné selon des lois et des institutions différentes des lois et des institutions moscovites. Ce royaume avait une constitution représentative, des assemblées délibérantes. C'était cette existence distincte, sans être indépendante, que la chambre des députés réclamait pour la Pologne. C'était la Pologne de 1815 qu'elle revendiquait, non point contre les traités, mais selon ces traités, car c'était cette Pologne de 1815 que la Russie avait détruite et qu'elle ne voulait pas voir revivre.

Je ne me dissimule pas qu'avec la manie d'unité qui possède en ce moment beaucoup de publicistes, on me dira que cette combinaison d'un royaume de Pologne uni à l'empire de Russie était impossible, comme contraire à la logique. Je respecte beaucoup la logique, elle a ses jours dans l'histoire ; mais il y a des peuples qui ont vécu pendant longtemps en flagrant état d'inconséquence, et qui n'en allaient pas plus mal pour cela. Qu'y a-t-il par exemple de plus inconséquent que l'état de la Suisse ? Trois langues différentes, deux religions opposées réunies en confédération et faisant un état et

même une nation. Qu'y a-t-il même de plus inconséquent que la tolérance religieuse, qui met à côté l'une de l'autre les croyances les plus contraires et leur ordonne de vivre en paix? L'uniformité de lois, d'institutions, de croyances, peut plaire à la logique; la diversité plaît à l'histoire. Il peut y avoir des lois et des institutions différentes dans le même empire. La Hongrie revendique ses lois et ses institutions particulières. Beaucoup de personnes approuvent cette revendication, que l'Autriche combat au nom de l'unité de l'empire d'Autriche. L'Autriche cédera peut-être sur ce point et sur d'autres; elle sacrifiera la logique de l'empire un et indivisible au soin de sa conservation, et elle aura raison. N'acceptait-elle pas au traité de Villafranca l'idée d'une Vénétie soumise à l'empereur d'Autriche, mais nullement incorporée à l'empire d'Autriche? Le roi de Hollande n'est-il pas grand-duc de Luxembourg sans que le Luxembourg fasse partie de la Hollande? Au traité de Paris de 1856, l'Europe ne réclamait-elle pas pour les chrétiens d'Orient des garanties contre l'administration turque, créant ou plutôt reconnaissant ainsi dans l'empire turc plusieurs nationalités distinctes de la nationalité turque? Le sultan, même avant le traité de 1856, ne reconnaissait-il pas, quoique de mauvaise grâce, je l'avoue, l'autonomie des principautés du Danube? Inconséquences que tout cela! dira-t-on; oui, mais inconséquences qui font vivre les peuples plus à leur guise, qui satisfont à leurs sentimens nationaux, à leurs mœurs, à leurs habitudes. Ils étoufferaient sous l'unité, ou plutôt ils la secoueraient comme un joug odieux; ils respirent sous la diversité de lois et d'institutions tempérées par l'unité du souverain.

En quoi en effet le royaume de Pologne, avec sa constitution séparée, gouverné par l'empereur de Russie à titre de roi, était-il un état plus inconséquent que les divers états que je viens de citer? Je parle du royaume de Pologne créé par le congrès de Vienne, parce que cette Pologne légale est la seule dont nous puissions revendiquer la reconnaissance, si nous voulons rester dans le cercle du droit international. Cette Pologne légale est la seule en même temps sur laquelle les Polonais et les Russes puissent transiger et s'accorder avec honneur. Les Russes en effet pourront l'accepter, puisqu'ils l'avaient reçue des mains du congrès de Vienne. Les Polonais, de leur côté, peuvent accepter cette combinaison, puisqu'elle reconnaît leur nationalité, puisqu'ils avaient sous l'empereur Alexandre Ier une constitution qui permettait la discussion et la délibération.

Que les logiciens ne viennent pas à la traverse de ces combinaisons intermédiaires et conciliantes qui ne sont pas des chefs-d'oeuvre de politique systématique, mais qui sont d'utiles expédiens, parfois même plus durables que les systèmes. Il est assurément plus aisé de déclarer que la Pologne et la Russie sont deux peuples rivaux et ennemis qui doivent éternellement se combattre et s'entre-détruire; que la Pologne ne peut vivre que par l'affaiblissement, et, s'il est possible, par la ruine de la Russie; que la Russie à son tour ne peut vivre que par l'anéantissement de la Pologne. Il y a dans ces déclarations une perspective immense de guerres et d'oppressions: il n'y a pas une seule chance de paix et de concorde. J'entends dire que la Pologne constitutionnelle de 1815 n'a pas pu vivre, que si elle a duré quinze ans, ç'a été à travers je ne sais combien de violations de sa

constitution faites par la Russie, et qu'elle a fini par une grande révolte, qui, vaincue, a amené son asservissement. — Oui, la Pologne constitutionnelle n'a duré que quinze ans; mais qu'est-ce qui dure plus dans l'Europe de nos jours? qu'est-ce même souvent qui dure autant? La Pologne constitutionnelle a duré quinze ans: elle peut donc durer quelque temps. Vous cherchez ce qui l'a fait mourir; je cherche ce qui l'a fait vivre. Je vais plus loin: parmi les causes qui l'ont fait mourir, je veux distinguer celles qu'on peut éviter. Il en est une par exemple qu'il dépend de la Russie d'éviter: ce sont les manies intolérantes de l'esprit bureaucratique, c'est cette fureur d'uniformité administrative qui a causé en Europe plus de maux, et de plus grands maux qu'on ne le croit. Les garçons de bureau ont trop gouverné et gouvernent encore trop l'Europe. Ce sont des logiciens sans le savoir qui en Pologne ont dit pendant quinze ans: Puisque ceci ou cela se fait de telle ou telle façon en Russie, cela doit se faire de même en Pologne. Il fallait dire au contraire: Puisque cela se fait de telle façon en Russie, cela ne doit pas se faire de même en Pologne.

Nous venons de dire quelle est la Pologne que la Russie peut accepter après les événemens de Varsovie, et accepter sans manquer à sa dignité et à sa fierté nationale. L'empereur Alexandre II peut rétablir, sans manquer à son honneur de prince russe, ce que l'empereur Alexandre I[er] avait fondé. Il y a eu un moment où l'empereur Alexandre I[er] a eu une grande popularité en Pologne, quand il favorisait avec politique et avec générosité le réveil de la nationalité polonaise, quand il semblait s'unir, par cette nationalité qu'il ranimait, aux

sentimens et à la cause de la France libérale. L'empereur Alexandre II peut retrouver cette popularité, qui est une grande force dans l'état actuel de l'Europe; il peut, par la réconciliation entre la Russie et la Pologne, accomplir une des plus grandes œuvres du XIXe siècle, ou bien, comme le disait le comte André Zamoïsky au prince Gortchakof, devenir l'objet de la haine universelle en convertissant en un monceau de ruines la Pologne, décidée à rester désarmée et patiente.

Ces deux derniers mots: désarmée et patiente, caractérisent la nouvelle révolution polonaise. J'avoue sincèrement que, de toutes les nouvelles qui m'arrivaient de Varsovie, celle qui m'indiquait l'attitude décidée et patiente de la population était celle qui m'étonnait le plus. Une insurrection sans armes, sans combat, des martyrs et non des révoltés, ces martyrs vainquant le gouvernement par leur fermeté passive, qu'est-ce que tout cela voulait dire? La conversation du comte André Zamoïsky avec le prince Gortchakof, gouverneur de la Pologne, exprime si curieusement cette contenance singulière de la révolution polonaise, que je veux la citer, telle qu'elle est racontée dans les documens que j'ai sous les yeux. Après les funérailles des victimes du 27 février, faites le samedi 2 mars dans le plus grand ordre, le prince Gortchakof, gouverneur de Pologne, fit prier le dimanche le comte André Zamoïsky, président de la Société agricole, de venir au palais, et le remercia d'avoir su maintenir la tranquillité dans la ville. — Ce sont les étudians qui l'ont maintenue, répondit le comte André. — Il faudrait que leur service continuât. — Mais, prince, ils ont autre chose à faire. — Non, non; vous avez prouvé que toute la ville vous obéit. — Puis, s'animant et prenant un

autre ton, le prince Gortchakof continua: — Du reste, je ne vous crains pas; j'ai maintenant des troupes. — Nous sommes prêts à recevoir vos balles. — Non! nous nous battrons. — Nous ne nous battrons pas, vous nous assassinerez. — Si vous voulez des armes, je vous en donnerai. — Nous ne nous en servirons pas.

Dès le vendredi 1er mars en effet, la population avait pris cette attitude désarmée et passive. Les Russes avaient laissé des faisceaux d'armes sur la place, pensant que le peuple s'en emparerait et que le feu s'engagerait; les étudians firent reporter et enfermer toutes ces armes dans l'hôtel-de-ville. Ils arrêtèrent même comme agens provocateurs tous ceux qui venaient offrir au peuple de la poudre et des armes.

Tout cela assurément est invraisemblable, et pourtant tout cela est vrai, je suis forcé de le croire. Tout cela pourra-t-il durer, et le peuple gardera-t-il longtemps cette attitude de martyr invincible? On m'assure qu'il la gardera. Examinons maintenant en quelques mots d'où vient cette inspiration singulière; tâchons de bien comprendre cette révolution polonaise, qui ne ressemble à aucune autre, et qui par instinct a adopté cette politique, profonde sans le savoir, de laisser à ses adversaires tous les embarras de l'action.

On a cru qu'il y avait dans cette révolution quelques suggestions étrangères. Il n'en est rien: il n'y a pas de révolution plus nationale, plus populaire, plus instinctive que celle de Varsovie. Elle vient du peuple, et seulement du peuple. Nous trouvons à ce sujet quelques détails curieux dans les documens qui nous ont été communiqués.

On sait qu'il s'était formé en Pologne une société

agricole qui tous les ans se réunissait à Varsovie et tenait huit jours de session; un conseiller d'état russe assistait à cette session. Cependant on y parlait, on y discutait, on y délibérait: cela ressemblait à une sorte de parlement; mais cette société ne songeait nullement à faire une manifestation politique. On parlait dans le peuple d'aller le 25 février, jour anniversaire de la bataille de Grochow en 1831, prier pour les morts de cette bataille. Le prince Gortchakof demanda à Saint-Pétersbourg s'il fallait empêcher cette démonstration religieuse et patriotique. La réponse du gouvernement russe est digne d'éloges: „on pouvait permettre de prier pour les morts polonais, si de l'autre côté on priait pour les morts russes.“ Loin d'avoir pris l'initiative de cette manifestation, la Société agricole redoutait les suites qu'elle pourrait avoir. Ainsi le peuple de Varsovie n'a cédé à aucune suggestion étrangère ni supérieure; ce qu'il a fait, il l'a fait par son instinct national, et l'attitude de patiente fermeté qu'il a prise, il ne la doit qu'à ses propres inspirations. La Société agricole était prudente, et elle avait raison de l'être; si elle avait pris part au projet populaire, on n'aurait pas manqué de dire qu'il y avait là une conspiration ourdie par l'aristocratie polonaise et par son incorrigible esprit de nationalité.

Je ne suis pas moins frappé de la conduite qu'a tenue le prince Gortchakof que de celle qu'a tenue le peuple de Varsovie. Pendant que la population polonaise, qui est brave, ardente, enthousiaste, se borne à protester de sa nationalité, sans se révolter, sans prendre les armes, ne voulant même pas avoir sous sa main de quoi se défendre si on l'attaque, le prince Gortchakof, qui est un brave militaire, plein d'énergie et de fermeté,

regrette qu'on ait fait un si douloureux emploi de la force brutale dans des circonstances d'un genre tout particulier; il remet même aux Polonais le soin de maintenir l'ordre à Varsovie, et ceux-ci le maintiennent. Quand on a parlé à Paris du mouvement de Varsovie, tout le monde a cru qu'entre Polonais et Russes ce serait une effroyable lutte, une affreuse tuerie. Nos souvenirs nous trompaient. Nous voyons une ville polonaise qui célèbre religieusement et pacifiquement l'anniversaire d'une bataille, une population courageuse qui s'interdit l'emploi des armes, des Russes qui ne veulent pas attaquer, des Polonais qui ne veulent pas se défendre, un gouverneur énergique sur le champ de bataille, mais intelligent dans la cité, qui comprend qu'il a affaire à une force morale et non à une force brutale, qui remet au peuple le soin de la police, et change ainsi en moyen de conciliation ce qui est ordinairement un instrument de lutte: quels traits singuliers pour une révolution! mais en même temps quel acheminement à la paix! quels pas faits des deux côtés et par instinct vers une transaction nécessaire! Tout a été étrange, nous l'avouons, dans les événemens de Varsovie: ce qui serait aussi étrange, mais ce qui serait encore plus heureux qu'étrange, c'est que ces événemens pussent continuer avec le même caractère, et inaugurer l'accord difficile, mais non point impraticable, de la Pologne et de la Russie sous le même prince, avec des mœurs et des institutions différentes.

Saint-Marc Girardin.

DERNIERS ÉVÉNEMENTS DE POLOGNE

PAR

HENRI VRIGNAULT.

(Tiré du Journal le Correspondant.)

I.

Avant d'examiner, d'une façon approfondie, des événements qui rendront au moins à la nation polonaise un commencement d'autonomie, et dont les résultats dans l'avenir ne peuvent encore se calculer, il faut remonter dans l'histoire, et chercher dans le passé de la Pologne ce qui peut lui avoir donné le droit de réclamer sa place sur la carte européenne.

En dehors des divisions topographiques naturelles, qui ont tout d'abord formé les frontières des différents peuples, en dehors des différences de race, qui ont été la base première des grandes divisions subsistant encore en Europe, il y a, si nous voulons prendre la question de plus haut, une autre raison d'être à la création d'une nationalité.

Il existe en Europe une grande loi, que l'on appelle l'équilibre européen; loi sans cesse invoquée et à juste titre, mais aussi sans cesse violée, sans cesse modifiée, parce qu'elle est tout humaine. Mais, au-dessus de cette

loi, il y en a une autre, qui vient de Dieu, et qui peut être violée, mais détruite jamais.

En relisant l'histoire, non pas comme un sceptique, mais comme un chrétien, pour qui le doigt de Dieu n'est jamais absent, on trouve partout la preuve de l'existence de cette loi. Elle a pour but de fixer à chaque nation une tâche qui doit contribuer au progrès de la civilisation, au développement de l'espèce humaine. C'est en application de cette loi que Dieu a placé une barrière à côté de chaque fléau qu'il a lancé sur l'humanité; barrière qui puisse fermer la route, le jour où le châtiment est complet, et faire rentrer dans leur lit les flots soulevés.

Certes, un des plus grands fléaux de l'Europe catholique a été la religion de Mahomet, dont le centre était l'empire ottoman. Quand Mahomet II plaça le croissant sur le dôme de Sainte-Sophie, l'Europe trembla jusqu'à sa base, car alors, comme aujourd'hui, nul n'ignorait l'importance de l'admirable position de Constantinople. De tous côtés en effet les disciples du Prophète se ruèrent sur la chrétienté, et leurs regards avides se tournèrent vers Rome, le but de leurs espérances de destruction et de haine.

Mais, en même temps que leur puissance grandissait, une nation, fermement dévouée à la foi catholique, une nation forte et courageuse, s'apprêtait à la lutte. Nous ne suivrons pas, règne par règne, tous les rois polonais qui ont résisté aux envahissements des Turcs; c'est assez d'avoir rappelé ces services rendus à la chrétienté, et de signaler la dernière guerre après laquelle l'empire ottoman, brisé par la lutte, épuisé par les immenses efforts qui lui avaient donné la possession de Vienne, se

vit, en 1683, battu par les Polonais, chassé des provinces conquises, et refoulé sur son territoire.

Depuis lors, Sobieski fit contre eux quelques campagnes, mais elles furent sans importance. A quoi bon, du reste? le fléau était vaincu; Sobieski avait accompli sa mission, en réveillant l'enthousiasme éteint dans tous les cœurs, en attirant les armées chrétiennes jusque sur la terre sacrée de la Palestine. Le fléau musulman n'avait plus sa raison d'être; et qu'on ne cherche pas ailleurs les causes de la décadence de la Turquie. Cette puissance ne pouvait vivre que par la guerre et la conquête. La conquête finie, elle a commencé à décroître, et nul ne se dissimule que l'heure est prochaine où les temps seront consommés pour elle.

Voilà, certes, une grande mission qu'eut la Pologne, et, si sa position géographique, si l'homogénéité de sa population lui donnent droit de nation, elle a consacré ce droit par le poids dont elle a pesé dans les destinées de l'Europe orientale.

Aujourd'hui la Pologne se réveille. Il y a là une volonté supérieure à la nôtre, qui a marqué l'heure de cette résurrection. A l'instant où l'empire ottoman s'écroule, où ceux qui pensent à l'avenir songent à ce que deviendra Constantinople, et où, non sans effroi, ils se disent que, des mains des Turcs, cette ville pourrait passer à celles des Russes schismatiques; ne serait-il pas juste et bon que le boulevard catholique fût relevé, pour défendre au besoin l'Europe contre de nouveaux envahissements? Bien que, pendant la domination russe, la Pologne n'ait pas cessé, par les craintes qu'elle inspirait à cet empire, d'arrêter ses progrès, la puissance moscovite

tendant à s'accroître, un jour viendrait où la digue insuffisante s'écroulerait sous une trop forte pression.

Après avoir examiné les causes qui donnent droit à un peuple de revendiquer sa nationalité et d'en ambitionner la reconstitution, il reste à étudier s'il y a eu dans l'histoire de Pologne un de ces faits qui donnent aux autres nations droit de vengeance et de réciprocité.

Un des caractères les plus remarquables de l'esprit polonais a été le respect du bien d'autrui. Pas un peuple ne fut moins conquérant que lui. Je n'en veux pour preuves que quelques faits qui parlent par eux-mêmes.

En 1434, Ladislas, vainqueur des Turcs sur leur propre territoire, se vit offrir la couronne de Servie; il la refusa.

Au commencement du seizième siècle, Sigismond Ier refusa les couronnes de Bohême et de Hongrie. „Pourquoi, dit-il, se charger de tant de peuples, si on ne peut les rendre heureux?"

Au dix-septième siècle, les Hongrois, soulevés contre l'Autriche, offrirent au roi de Pologne leur couronne. La diète exigea un refus, en déclarant qu'elle n'accorderait aucun subside pour une guerre injuste.

Voilà, certes, trois exemples bien caractérisques. Et maintenant, si l'on recherche le point de départ de toutes les guerres soutenues par la Pologne, on trouvera, sans presque d'exception, d'injustes agressions de leurs voisins. Une lutte s'engagea, qui fut longue et acharnée, entre eux et les chevaliers teutoniques. Ceux-ci, déniant à la Pologne un droit de suzeraineté, voulurent posséder en toute propriété le territoire qu'elle leur avait donné à titre de fief. Ils ameutèrent contre elle l'empire d'Allemagne et le Saint-Siége lui-même, qu'ils avaient trompé

en lui présentant la Pologne comme une terre encore livrée au paganisme. Un savant polonais, Dlugosz, après avoir par lui-même approfondi cette question et reconnu l'injustice des prétentions des chevaliers, se fit l'avocat de sa patrie et alla plaider cette noble cause à Ratisbonne et à Rome.

Ceci se passait en 1470, et quelques années après le grand maître des chevaliers teutoniques, celui qui avait accusé la Pologne auprès du Saint-Siége, se rangeait parmi les ennemis du catholicisme, en embrassant la religion réformée. Ce grand-maître, nommé Albert, duc de Brandebourg, fut le chef de la dynastie régnante de Prusse, et, lors du partage de 1793, la Prusse prit à la Pologne le territoire même pour lequel fut livrée la sanglante bataille de Tannenberg.

Ce qu'il importe de savoir dans ce court résumé historique, c'est le caractère de la politique extérieure de la Pologne: défendre son bien, ne pas envahir celui des autres.

A l'intérieur, la Pologne fut longtemps soumise à des crises dues à son organisation. Trop longtemps deux causes de désordre avaient subsisté et rendu impossible toute sérieuse constitution. Restée un peu trop en dehors du mouvement progressif qui suivit en Europe la guerre de Trente Ans, la Pologne ne sut pas se défaire assez tôt de ses deux ennemis intérieurs, l'élection des rois et le droit de *veto*. A cela se joignait, comme conséquence immédiate, la trop constante préoccupation de conserver la liberté intérieure. Comme dans toute république, on craignait toujours de laisser aux mains du souverain un pouvoir trop étendu.

Quand plus tard, comprenant la nécessité de renver-

ser ces obstacles au progrès, la diète déclara que ses élections auraient lieu à la majorité des voix, quand plus tard encore la royauté, d'élective devint héréditaire, l'œuvre de destruction était déjà décidée entre les ennemis de la Pologne, et, sans tenir compte du mouvement évident d'amélioration dans lequel cette nation était entrée, ses voisins, s'appuyant sur des désordres qui n'existaient plus, effectuèrent le premier partage en 1772; vingt ans après un second partage en 1793, et enfin, en 1795, le dernier, qui mit fin à l'existence politique de la Pologne.

Les armées de l'empire français rendirent momentanément à cette nation son indépendance; mais en 1815 le partage fut ratifié par toute l'Europe au congrès de Vienne.

Un grand écrivain catholique a dit: „L'idée de détruire ou de morceler un grand empire est souvent aussi absurde que celle d'ôter une planète au système planétaire.“ Cette parole appliquée à la Pologne est d'une profonde vérité. Au double point de vue politique et religieux, l'équilibre européen a été ébranlé le jour où cette nationalité a cessé d'être. Si depuis 1795, époque de son démembrement, l'Europe a pu ne pas s'apercevoir de la vérité de cette assertion, cela a été dû à l'état d'agitation perpétuelle dans lequel elle a vécu. Jusqu'en 1815, la guerre, en bouleversant les empires, a fait oublier les grands principes d'équilibre qui ne subsistaient plus que dans la mémoire des hommes politiques; tous les esprits étaient alors à l'attaque ou à la défense; chacun rêvait l'empire du monde, et rayer de la carte une nation, quelque puissante qu'elle fût, était un projet auquel les esprits les plus sérieux ne s'arrêtaient pas longtemps.

Quand les guerres furent terminées, quand il s'agit de régler la situation de chacun, les puissances limitrophes de la Pologne, la Russie, la Prusse et l'Autriche, exigèrent la consécration de la spoliation de 1795; et les traités de Vienne leur donnèrent pleine et entière satisfaction; en apparence, du moins, car Dieu ne permet pas de défaire, d'effacer ce qu'il a fait, et toute idée absurde, comme l'a dit de Maistre, ne peut se réaliser qu'en apparence: sans cela elle prévaudrait contre la vérité, ce qui est impossible. Aussi, malgré tout leur désir, les trois puissances copartageantes n'ont pu faire que ce qui avait été la Pologne ne fût et ne restât la Pologne.

Elles ont, après avoir tacitement reconnu cette vérité par les articles qui conservaient à cette nation son autonomie, cherché à détruire ces articles même, par des systèmes différents de moyens, mais semblables de but; elles n'ont pu y parvenir. Elles ont tourmenté les consciences, elles ont pris les enfants dès les premiers jours de l'éducation, et ont fait les plus grands efforts pour leur faire oublier qu'ils étaient nés Polonais. Ces enfants ont grandi, et aujourd'hui, avec une maturité au-dessus de leur âge, ils ont prouvé qu'ils comprenaient les grands devoirs d'un citoyen.

C'est qu'on peut torturer un peuple, mais non le détruire.

Quand les Juifs sortirent de la captivité après de longues années d'esclavage, Dieu, qui trouvait leurs souffrances assez longues, les conduisit vers la terre promise. Ils quittèrent l'Égypte aussi unis, aussi différents de leurs oppresseurs qu'au premier jour. Ils étaient entrés sur la terre étrangère avec leur religion, leurs lois, leurs usages, et ils en sortaient avec tout cela.

Ce qui était vrai aux temps passés de l'histoire est vrai aujourd'hui; la vérité ne change pas.

II.

Les efforts des puissances spoliatrices pour effacer toute trace de la nationalité polonaise se continuèrent pendant une période de quinze ans, pendant lesquels les Polonais, décimés, écrasés, souffrirent en silence ou firent d'inutiles efforts.

En 1830, l'effervescence qui soulevait l'Europe se fit ressentir jusqu'à Varsovie. Les Polonais mirent leur sang pour enjeu dans une partie suprême; ils la perdirent.

L'histoire des trente dernières années est connue de tous; tous savent ce que les Polonais eurent a souffrir, de quel poids le joug pesa sur eux.

C'est ici que commence pour cette malheureuse nation une existence nouvelle. C'est à partir de ce moment qu'elle comprit qu'il y avait un moyen plus sûr que les combats de reconstituer l'indépendance d'un peuple, c'était de s'appliquer à deux choses: premièrement, sauver de l'oubli et de la désuétude les usages, la langue, la foi, la littérature nationale; secondement, développer l'intelligence populaire, tourner les idées vers la civilisation.

Ces tentatives furent multiples et se produisirent dans toutes les provinces; les unes demandaient, les armes à la main, des réformes qui, une fois leur défaite accomplie, se traduisaient en nouvelles persécutions. Les autres, plus sages, cherchaient, dans l'ordre des idées morales, le remède à la domination étrangère.

En 1842, le comte André Zamoyski fonda une pu-

blication intitulée les *Annales agricoles*, destinée à répandre dans les campagnes les perfectionnements en usage chez les autres nations. Il y avait là un double but: perfectionner l'agriculture, ce qui est toujours un signe de progrès général chez un peuple, et resserrer, par l'étude d'un travail également productif pour l'un et pour l'autre, les liens du propriétaire et du laboureur.

En 1843 cette idée fut complétée par la création sur la Vistule d'un service de bateaux à vapeur, qui offrirent aux cultivateurs un moyen d'écoulement pour leur denrées. Certes, c'était déjà là, et quelque minime qu'il paraisse d'abord, un progrès sérieux.

Ce n'était pas encore assez, et les événements survenus en Gallicie en 1846, événements qui pouvaient avoir leur retentissement dans le reste de la Pologne, lancèrent plus activement les Polonais intelligents dans la voie des améliorations. On sait que ces événements de Gallicie furent causés par un soulèvement des paysans, auquel on voulut donner les apparences d'une sorte de jacquerie contre les propriétaires.

Nous n'avons pas ici à chercher d'où venaient ces soulèvements, mais la cause n'en est pas difficile à découvrir, et la conscience publique a fait justice du rôle occulte qu'a joué en cette circonstance une puissance intéressée.

Pour réagir fortement contre de semblables tendances, il fallait modifier profondément l'organisation des campagnes.

Un seul homme, quelques hommes réunis même, ne pouvaient suffire à cette tâche. Un nombre assez considérable de gens dévoués, qui, tantôt agglomérés, tantôt disséminés, pussent arriver à des résultats sérieux,

était indispensable pour l'obtenir. On chercha pendant quelques années, et enfin, en 1857, avec l'autorisation du gouvernement russe, fut fondée la Société agricole.

Le levier était trouvé, et un jour ou l'autre le fardeau devait être soulevé de terre.

En février 1858, il y a trois ans à peine, eut lieu la première réunion générale de la Société agricole. Dès cet instant elle comptait plus de mille membres.

Son organisation fut celle-ci: deux réunions annuelles où l'on s'entendrait sur les intérêts généraux; de plus, quatre-vingt-douze correspondants dans les provinces, réunissant tous les mois chacun un certain nombre de membres, et rendant compte au comité du résultat de ces réunions partielles.

L'influence de la Société ne tarda pas à se faire sentir parmi les populations, propriétaires ou paysans. Les premiers virent leur intelligence se développer par le contact et l'échange des idées; les autres comprirent que leur sort allait s'améliorer. Leur travail devint plus productif, partant plus attrayant.

De plus, la Société créa des comices agricoles, centres d'émulation qui attachèrent un intérêt sérieux aux améliorations.

Chaque jour le progrès était plus sensible, trop sensible même, car la Russie s'en émut: M. Moukhanoff, directeur de l'intérieur, provoqua un ukase qui restreignait considérablement l'action de la Société. Plus de comices, plus de réunions provinciales, plus de correspondants; deux réunions annuelles seulement.

C'était la mort morale de la Société agricole. Que pouvait-on attendre de réunions aussi éloignées les unes des autres? Puis seraient-elles jamais complètes? Les

membres étaient alors plus de quatre mille. L'indignation fut immense, et l'injustice d'un tel acte était si flagrante, on voyait si bien la haine du vainqueur, qui voudrait enchaîner même la pensée du vaincu, que la Russie recula devant l'exécution; et, créée pour ainsi dire une seconde fois, consacrée par cette victoire morale, la Société agricole reprit son oeuvre.

Cette oeuvre prit chaque jour une place plus grande dans les affaires du pays.

Les Russes eux-mêmes lui rendirent hommage; nous n'en citerons qu'une preuve.

M. Moukhanoff avait à faire appliquer une mesure administrative générale; ses employés n'y purent parvenir. Il songea à s'adresser à la Société; huit jours après la mesure était en vigueur dans tout le royaume. La Société, dont le rôle grandissait, en était venue à posséder la confiance des populations à un si haut degré, qu'une mesure d'une application impossible pour les Russes était sans difficultés pour elle.

Des réformes agricoles elle passait à l'administration, comme de celle-ci elle devait passer à la politique, par la force même des choses.

Quand, il y a quelques années, le czar Alexandre forma le projet de donner aux paysans russes la liberté, la Société agricole se préoccupa de changer le sort des paysans polonais.

En Pologne, il n'y a pas de serfs, mais des tenanciers. Le Paysan cultive la terre qui lui est concédée, et vit de son produit; en échange, il fournit au propriétaire deux ou trois journées de travail par semaine. Cette existence est sans issue, le droit de posséder n'existant pas pour lui.

La Société agricole, une fois saisie de cette question, et pénétrée de son importance, la suivit jusqu'au bout, et l'admit avec toutes ses conséquences, le fermage à bail et la faculté de posséder la terre. Là encore la Société ne faillit pas à sa mission civilisatrice.

C'était aller au delà des désirs de l'empereur, qui ne voulait pas tout d'abord de cette solution: mais les événements survenus depuis quelques jours ont bien modifié cette manière de voir. Ce qui semblait une idée dangereuse hier n'est plus qu'une conséquence forcée des événements d'aujourd'hui. La Pologne a fait un pas immense en quelques jours, ou plutôt le vase trop plein a débordé.

Car il faut se rendre à l'évidence; ce n'est pas une manifestation populaire, ce n'est pas le regret de rigueurs inutiles et injustes qui ont amené l'empereur à accorder les concessions, relativement considérables, qui sont promises en son nom, c'est la connaissance qu'il avait du développement incessant des idées dans le royaume de Pologne; c'est qu'il sentait que tous les moyens de compression avaient été inutiles; que, loin de s'affaiblir, les Polonais avaient grandi sous le joug de l'étranger, et qu'ils avaient le droit de réclamer ce qui leur était légitimement dû.

III.

Nous passerons rapidement sur les détails relatifs aux derniers événements, depuis quinze jours; chacun les a lus et relus; il suffira de les indiquer à grands traits pour en bien saisir le caractère.

C'est le 22 février que commença la session annuelle de la Société agricole. La question la plus importante qu'elle

eût à traiter était celle de la concession de la propriété aux paysans.

M. Bossakowski, conseiller d'Etat à Saint-Pétersbourg, assistait aux séances. Le caractère tout particulier du discours d'ouverture du président fut un encouragement au calme. Ces paroles avaient pour cause des bruits qui commençaient à circuler. On parlait d'une manifestation pour le 25, anniversaire de la bataille de Grochow. On devait prier pour les morts. L'empereur avait permis de se réunir dans ce but.

Mais, incertains du caractère que conserverait cette manifestation, la Société agricole et son président voulurent se tenir absolument en dehors. Ils comprenaient que si, par malheur, on passait des prières aux menaces et des menaces à l'insurrection, ce serait détruire d'un seul coup et d'une façon irrémédiable peut-être ce travail de tant d'années.

Le 23, le 24 février, les esprits, de plus en plus agités, attendant fiévreusement la journée du 25. L'attitude de la Société reste la même. Des avis ont été distribués. Le mauvais état du pont de la Vistule ne permet pas de se rendre au Champ de bataille: c'est sur la place du Vieux-Marché que les citoyens se réuniront pour prier.

La journée du 24 se passe ainsi. Le soir, des ordres sont donnés par le prince Gortschakoff. Les sabres sont aiguisés, de l'eau-de-vie distribuée aux soldats.

La journée du 25 est venue. Le comte André Zamoyski a conservé son attitude calme: il maintient dans la même ligne de conduite la Société agricole. Périsse plutôt sa popularité que d'exposer l'œuvre entreprise aux hasards d'une insurrection!

A cinq heures du soir, la procession sort de la rue des Pigeons, et dès ce moment elle prend le caractère sérieux, presque sacré, qui devait conduire à un si grand résultat. Ce ne sont pas des cris de haine, des injures que pousse cette multitude, que jettent ces trente mille hommes. Ils entonnent l'hymne national et religieux de la Pologne: „Dieu saint, Dieu immortel!"

Le colonel Trepow, effrayé sans doute de l'importance de manifestation, fait charger au sabre cette foule inoffensive. Quarante-deux personnes sont blessées. Le peuple n'a pour toute arme que les torches qu'il porte; il les éteint et se disperse sans résistance.

Le comte André, à la nouvelle de ce qui se passe, se rend chez le prince Gortschakoff. Il veut lui faire bien constater l'irresponsabilité de la Société agricole dans tous ces événements.

L'état-major du prince désapprouve ce qui s'est passé, et tous les officiers blâment la conduite du colonel Trepow.

Le 26, tous les citoyens sont en deuil. On parle des morts et des blessés. La Société agricole, suivant toujours la voie dans laquelle elle est entrée, continue à refuser toute participation au mouvement.

C'est le 26 au soir que fut prise la décision relative au sort des paysans. Contre la défense formelle de l'empereur, sans se préoccuper des régiments qui entourent le palais, malgré la présence de M. Bossakowski, la Société décrète que le droit au bail serait converti en droit de propriété.

Le lendemain 27, les événements se précipitent, le dénoûment approche. Après un service funèbre chanté à la mémoire de M. Zawisza, le peuple se forme en

procession et se dirige en chantant l'hymne nationale vers le palais, où la Société tenait ses séances.

A ce moment, le colonel Trepow vient à passer, et, comme la veille, il fait appeler deux escadrons de Cosaques, et leur ordonne de charger. Le peuple écrasé, répond en chantant plus haut: „Dieu puissant, Dieu immortel!"

Après avoir chargé le peuple, les Cosaques, surexcités, croient voir dans un enterrement qui sortait de l'église des Bernardins une nouvelle manifestation; ils s'élançent avec fureur, brisent la croix, renversent les images sacrées et pénètrent jusque dans l'église.

En cet instant les membres de la Société agricole sortaient de leur dernière séance. Ils s'avancent vers la place du Château et dans la rue du Faubourg-de-Cracovie, ils se trouvent en face d'une ligne d'infanterie. Le général Lebotoskoy, qui est à la tête de ces troupes, commande le feu, et, parmi ces hommes sans armes, parmi ces soutiens de l'ordre, dix hommes tombent morts, soixante-deux sont blessés.

A peine cet acte inouï fut-il accompli, que les soldats en comprirent toute la folie. Ils cherchèrent à s'emparer des victimes. Quatre leur restèrent entre les mains. On ne sut d'abord ce qu'étaient devenus ces cadavres. Depuis, comme l'a dit une correspondance, la Vistule polonaise a protesté en les rejetant sur ses bords.

Ici l'aspect des choses change complétement: de passif le rôle de la Société agricole devient actif. Le comte André a fait ce qu'il voulait. Il est impossible, quelque désir qu'on en ait, de rendre la Société responsable de ce qui s'est passé. Elle n'y a pris aucune part, pas même par les blessures ou par la mort, car, lorsque

les troupes ont tiré sur ses membres, c'est après la clôture de la dernière séance, la session était terminée, l'assemblée dissoute; c'est sur une agglomération quelconque de citoyens que les balles ont frappé.

Le comte André, MM. Potocki et Ostrowski se rendent auprès du prince, et demandent justice du sang versé, de la barbarie.

Avant eux étaient venus l'archevêque catholique et le clergé schismatique lui-même protester contre le sacrilége commis par les Cosaques.

L'heure de la prudence est passée, il faut agir, et c'est avec la fermeté du représentant d'une nation forte de son droit que M. Zamoyski parle au prince Gortschakoff. Celui-ci aussi, effrayé de ce qui vient de se passer, promet de sévir contre les auteurs de cet acte déplorable. Il réclame le concours des notables, des mesures sont prises; une délégation est choisie parmi les membres de toutes les classes de la société; les étudiants sont chargés de la police; ces mêmes étudiants que M. Moukhanoff présentait comme incapables de toute instruction. Pendant la nuit, une adresse est rédigée. Cette adresse se contente d'exposer à l'empereur la situation du pays.

De tous côtés les signatures pleuvent. Archevêque catholique, prêtres de toutes les communions, grand Rabbin, propriétaires, paysans, tous signent, même les employés, malgré la défense formelle qui leur en est faite. Pour rester dans la légalité qui leur défend toute manifestation, en signant ils offrent leur démission.

L'élan fut général pour la signature de cette adresse. Ce ne furent pas seulement les classes instruites qui se présentèrent; les ouvriers aussi vinrent revendiquer leur part du mouvement national. Ils le font dans une adresse

qui a profondément ému les Polonais et les amis de la Pologne. Il est bon d'insister sur ce fait, parce qu'il semble donner la mesure de l'esprit répandu dans toutes les classes de la société polonaise.

Cette adresse, que nous n'avons pas encore lue dans les journaux français, a été rédigée par les corporations et envoyée à la délégation nationale.

La simplicité, la naïveté même de ce document lui donnent un cachet qu'une traduction ne peut rendre; mais on y trouve, à l'examen, les traces bien nettes du caractère de l'ancienne Pologne joint à la dignité que donnent la souffrance et la résignation. Ces hommes de métier dur, comme ils se nomment eux-mêmes, rappellent d'abord les promesses faites par Alexandre à Napoléon III, lors de la guerre de Crimée. Que sont devenues ces promesses? disent-ils. Puis ils parlent de la part qu'ils ont prise à la manifestation du 27 février.

Eux aussi ont chanté l'hymne national, et ils sont prêts à le chanter encore, fallût-il pour cela mourir, fallût-il tirer au sort ceux qui devront succomber. „S'il y a des victimes, disent-ils, on verra que ça plaisait ainsi au bon Dieu.“ Cette phrase rappelle la façon dont parlaient les premiers martyrs. „Seulement, ajoutent-ils, s'il n'y a pas de compassion pour les vainqueurs, ça sera mal.“ Pas de menaces, pas de reproches, rien que ce simple mot: „Ça sera mal.“

Puis ils se plaignent, ces braves cœurs, d'avoir été oubliés. Ils veulent aussi signer l'adresse, car ils veulent avoir plus tard tous les droits des autres. Si la constitution leur est rendue, ils veulent l'avoir méritée. Par quel motif, du reste, les repousserait-on? Parce qu'ils sont ignorants? „Non, disent-ils, nous déclarons que nous

savons ce que c'est qu'une constitution, comme nos pères nous l'ont appris: Ne pas guerroyer injustement, mais défendre le sien. Si un pays veut s'unir à nous, c'est bon; s'il ne veut pas, le chemin est libre.“ Rapprochement bien significatif, et qui prouve combien les traditions se sont conservées pures chez ce peuple opprimé: voilà des ouvriers, des forgerons et autres, qui sont cependant par la tradition si bien pénétrés de l'esprit national, qu'ils refont à trois cents ans de distance le mot de Sigismond Ier.

Ils ont le respect de la liberté d'autrui, parce qu'ils savent de quel poids pèse la servitude; et qu'en chrétiens ils ne veulent pas aux autres le mal qu'ils ont. Ils ne savent pas l'histoire de leur pays, date par date, mais ils savent que la Pologne n'a jamais tiré injustement son épée du fourreau; et ils veulent que l'avenir soit digne du passé. „Défendre le sien,“ disent-ils, et pour cela il faut une armée polonaise. C'est qu'ils savent bien qu'aujourd'hui, avec une armée nationale, l'indépendance serait assurée à jamais. Autrefois, il y avait une armée, mais l'ordre manquait à l'intérieur; l'ordre existe maintenant, et c'est ce qui peut donner à la Pologne la certitude que la résurrection est proche.

Il reste à signaler, pour terminer le récit des événements, la cérémonie des funérailles des victimes, qui eut lieu le 2 mars. Toute la population en deuil les a suivies, et ce qui prouve à quel point tous les citoyens avaient fait le sacrifice de leur vie, c'est que le plus grand nombre s'étaient confessés la veille et avaient communié le matin. Tout se passa sans tumulte, la conduite du gouvernement fut ce qu'elle devait être.

L'attitude qu'avaient gardée la Société agricole et

son président pendant toutes ces journées d'émotion populaire est digne de louange; mais elle prenait sa source dans une connaissance imparfaite des résultats obtenus.

Ils ne pouvaient savoir si cette multitude était composée de citoyens dignes de la liberté, ou d'agitateurs imprudents. Ils se sont abstenus, et ont agi sagement.

Depuis plus de trente ans, les lois russes, les usages russes, l'éducation russe, recouvraient comme d'un voile impénétrable, même aux yeux des plus perspicaces, le travail lent de toute la nation polonaise. Comme l'électricité, cette force cachée ne devait se révéler que par ses effets. Le voile a été déchiré le 27 février, et l'Europe a vu apparaître une nation compacte, homogène, une d'opinion et de croyance, et dont toutes les classes sont prêtes, chacune dans la mesure de ses forces, à coopérer utilement à l'œuvre commune.

Il n'y a plus de nations possibles, s'il n'y a pas là les éléments d'une grande nation.

Certes, ce ne sont pas les efforts de l'empereur Nicolas, ni ceux plus anciens de Catherine II, qui ont manqué pour enlever aux Polonais les deux éléments les plus puissants de reconstitution: la foi catholique et l'éducation nationale. Mais, malgré toutes ces tentatives, ils ont dû reconnaître l'insuccès de leurs efforts, et aujourd'hui la Pologne compte encore seize millions de catholiques orthodoxes. Là, il faut le reconnaître, est sa plus grande force; les idées nouvelles, nous le savons, comptent pour rien dans les destinées des peuples la foi religieuse. C'est la dernière chose à laquelle on songe, et cela ne passe que bien loin après les convenances politiques et les traités de commerce. Vendons d'abord, de prier il sera toujours temps. Mais, pour

ceux qui regardent plus haut, il y a une raison à cette persévérance dans leur foi des Polonais resserrés entre le schisme et l'hérésie. Nous les avons vus les champions armés de la catholicité; ils en sont devenus, à certains égards, les apôtres. N'est-ce pas à l'influence de quelques milliers de Polonais réfugiés en Bulgarie que nous devons, nous catholiques, le retour au bercail de l'Église bulgare? Cette conversion due à des Polonais leur a été comptée, soyez-en certains, le jour où ils se sont réveillés, et a peut-être hâté leur réveil. Je sais que cette opinion pourra paraître extravagante à des esprits supérieurs, qui prouveront mathématiquement que la logique des faits voulait ce qui est arrivé. Qu'ils recherchent bien, et je serais surpris si, dans leurs déductions, ils ne trouvent pas un point obscur. Ce point-là, les catholiques le voient distinctement, et ils l'appellent: la volonté de Dieu.

IV.

Maintenant les faits sont passés. La Pologne attend le résultat. Après quelques jours d'inquiète attente, le prince Gortschakoff a communiqué à la délégation la réponse de l'empereur. C'est celle d'un maître, mais non pas d'un maître cruel. Alexandre II a compris la puissance du mouvement polonais, il a promis ou on a promis en son nom des réformes considérables: un conseil d'État, des conseils municipaux, une éducation nationale.

C'est immense pour celui qui l'accorde, et, il faut le reconnaître, c'est beaucoup pour ceux qui le reçoivent. Quelle que soit la cause qui ait déterminé le czar à accorder de semblables libertés à la Pologne, que nous

la cherchions dans la saine intelligence des besoins de notre époque, dans le regret d'un passé inique, dans l'embarras d'un mouvement social intérieur dont les conséquences sont incalculables, il faut constater que le pas que la Pologne vient de faire est immense.

Avec un conseil d'État, les Polonais vont eux-mêmes élaborer et proposer les lois qui vont les régir; leurs voix seront légalement écoutées.

Avec des conseils municipaux, ils vont voir s'effacer les effets terribles de ce régime militaire, si perfectionné par Nicolas, et sous lequel toute liberté était un rêve; toute tentative de civilisation, une barrière entourée d'obstacles infranchissables.

Ils vont, avec ces deux créations nouvelles, pouvoir agir directement et fortement sur l'esprit du souverain et sur l'esprit de la population des villes et des campagnes. Quand on songe à l'œuvre de réorganisation que la Société agricole a accomplie sans autorité, sans moyen d'action, on calcule avec joie tous les résultats que peut produire la nouvelle organisation municipale.

A côté et au-dessus, peut-être, de ces deux concessions se place la formation d'un conseil chargé de rédiger un plan d'éducation nationale. Le conseil d'état, les conseils municipaux, sont pour le présent. Mais tout homme vraiment dévoué à sa patrie doit songer aussi à l'avenir. L'éducation, dont la direction était entre les mains de M. Moukhanoff, allait chaque jour s'affaiblissant. Il y avait chez cet homme un parti pris de laisser la jeunesse dans l'ignorance. Il savait bien qu'il ne suffit pas à une nation, pour être grande, d'avoir au cœur des sentiments patriotiques, qu'il faut aussi des esprits ornés, des savants, des penseurs; et il avait voulu rayer de l'avenir

de la Pologne tous ces moyens de grandeur. Aussi sa démission forcée a-t-elle, de tous les faits qui ont suivi la journée du 27 février, été accueillie avec le plus de joie. Les Polonais ont illuminé pour célébrer cette victoire.

La conclusion définitive de tous ces grands événements, l'avenir seul nous l'apprendra. En attendant, la Pologne a montré qu'elle avait toutes les qualités qui font une grande nation. Une correspondance disait: On nous a longtemps déclarés ingouvernables; nous commençons à croire que c'est une demi-vérité: nous sommes ingouvernables pour nos ennemis; mais l'Europe a maintenant la preuve que nous savons nous gouverner nous-mêmes.

Quant au présent, M. le comte André Zamoyski a résumé la situation dans sa réponse au prince Gortschakoff, qui lui annonçait les intentions de l'empereur:

„Nous accepterons avec joie, prince, ce que l'empereur nous accorde comme une avance sur ce qui nous est dû; mais nous ne vous donnons pas quittance.“

Henri Vrignault.

LA POLOGNE UN SIÈCLE APRÈS LE PARTAGE ET L'AGITATION DE VARSOVIE

PAR

CHARLES DE MAZADE.

(Tiré de la Revue des Deux-Mondes.)

Le monde est plein de peuples victimes, sur le malheur desquels on arrive presque à se rassurer dès qu'on a fait cette merveilleuse découverte, qu'ils ont pu un jour ou l'autre mériter leur destin, comme si les forts, eux aussi, ne commettaient jamais de fautes, comme si la justice était toujours la compagne de la fortune. Et pourtant à quoi tiennent ces crises d'anarchie qui se déclarent parfois dans les relations universelles, ces déchiremens qui nous font assister à la confuse désorganisation de tout un ordre politique dans la déroute éperdue de toutes les combinaisons et de toutes les prévoyances? Ils tiennent le plus souvent à des vices originels cachés au plus profond d'une situation, à des violences primitives qui laissent les peuples désarmés il est vrai, mais qui pèsent aussi sur les gouvernemens eux-mêmes, qui réduisent les uns à une révolte infatigable, les autres à une compression fatalement crois-

sante, et finissent par créer une de ces mêlées où s'agitent à la fois tous les droits, tous les principes, tous les griefs accumulés, où des causes qu'on croyait perdues reviennent à leur tour en appeler à l'opinion, devenue une puissance nouvelle. L'histoire tout entière de la Pologne est là pour prouver ce qu'il en coûte de violences, de luttes toujours renaissantes pour vouloir faire entrer dans le droit public, dans ce vague et redoutable domaine des faits accomplis, la suppression d'un peuple.

Il y a bientôt un siècle que trois puissances, unies par la plus triste et la plus dangereuse des solidarités, travaillent à cette œuvre, dont se réjouissaient Frédéric II de Prusse et Catherine-la-Grande de Russie comme d'une victoire facile, mais qui faisait monter le remords dans l'âme de Marie-Thérèse d'Autriche, qu'elle appelait „une tache pour son règne,“ et à laquelle elle ne souscrivait qu'en jetant un regard effrayé vers l'avenir. Trois fois le partage se renouvelle, — en 1772, en 1793, en 1795, — commençant par laisser vivre une ombre d'indépendance avec une ombre de roi à Varsovie, et finissant par faire tout disparaître, même le nom de la Pologne. A chaque démembrement, on croit avoir réussi; chaque fois au contraire l'injustice apparaît plus évidente, au point d'être confessée par les copartageans eux-mêmes; chaque fois la plaie s'envenime, la lutte s'aggrave entre une domination toujours précaire et l'héroïsme d'une race retrempée par le malheur. A ce moment suprême des derniers démembremens, en 1792, la Pologne ne cède pas sans combat: avant de succomber, elle dépose ses aspirations politiques dans la constitution du 3 mai 1791,

et elle reparaît sur les champs de bataille, conduite par Kosciusko. Le héros polonais est vaincu à Macejowice, et l'œuvre commencée en 1772 semble bien près d'être achevée. Jusque-là néanmoins ce n'est qu'une affaire entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. L'Europe reste étrangère à cette expropriation d'un peuple.

A l'issue des orages de la révolution française et de l'empire, où les Polonais se jettent avec leur humeur guerrière et croient presque un instant voir renaître une partie par la création timide, incomplète et éphémère du grand-duché de Varsovie, à l'issue de ces événemens, dis-je, le congrès de Vienne, après avoir fait luire un espoir aux yeux de la Pologne, la laisse retomber sous le triple joug et donne au démembrement la consécration d'un fait accompli. Cette fois du moins le succès semble assuré, le partage entre dans le droit public et se lie à la constitution européenne. En réalité cependant la question est loin d'être résolue. Les traités de 1815 ne font qu'organiser la lutte dans des conditions nouvelles, en mettant une arme de plus dans les mains des Polonais par cette sorte d'hommage rendu à une nationalité qu'on n'ose tuer tout à fait, puisqu'on reconnaît ses titres, puisqu'on stipule en sa faveur des garanties, et dont on n'ose en même temps refuser les lambeaux à ceux qui les revendiquent du droit de première occupation. La question est si peu résolue qu'elle ne tarde pas à renaître d'elle-même au premier ébranlement. En 1830, la Pologne tente encore un immense effort de résurrection, un effort qui suffit un instant à tenir en échec la puissance de la Russie, qui remplit l'Europe d'émotion et d'anxiété. Seule, livrée à ses propres forces, la Pologne ne peut évidemment que suc-

comber. Elle succombera sous le poids des armes, et plus encore sous le poids des compressions. Alors enfin le dernier mot est dit sans doute, la dernière résistance est vaincue, tout semble bien fini. Rien n'est fini au contraire, et c'est là ce qu'il y a de curieux, de souverainement moral, dirai-je, dans les événemens qui depuis deux mois agitent Varsovie et toutes les contrées polonaises. Un siècle après le premier démembrement, quarante-cinq ans après les traités de 1815, trente ans après la révolution vaincue à Varsovie par les armes russes, la Pologne se relève plus frémissante que jamais, meurtrie et non domptée, apparaissant au double point de vue de son rapport avec l'état de l'Europe et de ce travail intérieur par lequel elle cherche obstinément à se refaire une vie morale, une destinée nouvelle à travers les plus obscures et les plus poignantes épreuves.

Quel est en effet le caractère de cette situation, qui s'est si subitement révélée au nord de l'Europe par le drame étrange de Varsovie, dans un moment où l'Italie arrive à se reconstituer, où la Hongrie revendique ses traditions d'indépendance, où tout s'ébranle en un mot à l'orient et à l'occident, et où s'agitent à la fois toutes les questions de nationalité, de droit public, d'équilibre universel? Ce qu'il y a de particulier dans ces événemens, c'est que tout est spontané et presque imprévu, quoique ayant une éternelle raison d'être. C'est l'acte de vie d'un peuple qui se retrouve un jour uni dans un même sentiment, et qui, sans appel, sans mot d'ordre de révolution, se répand pacifiquement dans une ville, demandant ce que les traités eux-mêmes ne lui refusent pas, le respect de sa religion et de sa nationalité, la garantie de son existence par des institutions régulières,

le droit de s'intéresser à ses affaires, de s'occuper d'agriculture, de faire instruire ses enfans, de ne point désapprendre sa langue, et, pour tout dire, le droit de vivre et de respirer. Rien n'est plus dramatique assurément que cette autre entrevue de Varsovie qui se poursuit depuis deux mois, qui n'est plus celle des souverains, mais celle de deux peuples se retrouvant publiquement en présence pour la première fois depuis trente ans, transportant tout à coup leur différend au grand jour des luttes européennes et s'interrogeant dans une mystérieuse attente, — de deux peuples, dont l'un, faible et vaincu, n'a d'autre arme que le droit et la prière, tandis que l'autre ne trouve de péril que dans l'excès même de sa force.

C'est la réellement la situation qui se déroule au cœur de la Pologne depuis le 25 février, jour où commence cette nouvelle, héroïque et touchante aventure d'une population rentrant en quelque sorte dans la vie publique en allant prier pour ses morts et pour la patrie. Au premier moment, la Russie semble visiblement surprise de cette manifestation inattendue d'une Pologne qu'elle ne croyait peut-être pas si vivante; elle est partagée entre l'inquiétude d'un mouvement si nouveau et le sentiment de la nécessité des concessions. Elle n'a pas toujours le don des résolutions heureuses; elle cède quand la résistance serait naturelle, et elle résiste quand il serait juste de céder, commençant par livrer quelques-uns de ses fonctionnaires les plus compromis et finissant par dissoudre les corporations populaires dont elle se sert pendant un mois pour maintenir l'ordre, laissant fermenter à la fois toutes les craintes et toutes les espérances par une série d'actes contradictoires et énigma-

tiques, où il y a sans doute plus d'embarras que de calcul. Alors les manifestations populaires se succèdent, la question grandit, le mouvement se complique et s'aggrave, et en peu de temps tout change d'aspect; la compression se relève plus que jamais en face d'une agitation morale restée jusqu'au bout innocente de toute violence, de telle sorte qu'il suffit de quelques jours et d'une évolution de la politique russe pour refaire une de ces situations que le prince Repnin caractérisait déjà de son temps avec une inexorable crudité, quand il disait: „Il est vrai qu'à moins de nier tout sentiment d'humanité, on ne peut s'empêcher de reconnaître le droit qu'auraient les Polonais de se plaindre. Vous auriez plein droit de chasser les Russes, si vous le pouviez; mais vous n'êtes pas en état de le faire, il faut donc vous soumettre . . ." C'est bien là réellement la question telle que la pose la force victorieuse; seulement c'est la question telle qu'on a pensé l'avoir si souvent tranchée sans l'avoir jamais résolue. Après les répressions sanglantes du 8 avril, comme après toutes les répressions, le problème des destinées de la Pologne ne reste pas moins debout. Il naît de ces événemens, de leur caractère et de leur portée, au milieu des conditions de transition universelle dans lesquelles le monde contemporain est engagé.

Ce qui fait la gravité de ces événemens si nouveaux, c'est qu'ils se lient à toute une situation européenne, en même temps qu'ils sont l'expression d'un profond travail intérieur dont la Pologne russe est le centre le plus actif, le plus ostensible aujourd'hui, mais qui a aussi son retentissement dans le grand-duché de Posen, dans la Galicie, partout enfin où, malgré les congrès et les

traités, vit le sentiment polonais, ce dernier et indestructible lien de la patrie morcelée. Cette question de la Pologne, je ne l'ignore pas, a toutes ses racines dans le passé. Politiquement, diplomatiquement, elle se rattache comme tant d'autres aux transactions de 1815, et lorsqu'on cherche à serrer de près le nœud des affaires de l'Europe, d'où viennent les crises dont cette question a été la malheureuse et éternelle source? Ce n'est pas seulement parce que ces traités ont été, à un point de vue absolu, la violation immense, avouée, d'un droit imprescriptible, ou plutôt la consécration fatalement complaisante de toutes les violations antérieures. Une des causes les plus essentielles des troubles et des désordres de la politique contemporaine, une cause qui se révèle maintenant dans tout son jour, c'est la contradiction croissante entre les dispositions de l'acte solennel de Vienne et la situation réelle faite aux diverses parties de la Pologne, de telle façon que s'il y a eu, s'il y a encore de révolutionnaires en cette affaire, il faut en prendre son parti, ce ne sont pas les Polonais; on leur a donné l'exemple, on leur a laissé cette triste ressource d'avoir pour eux la justice, même selon le droit de 1815! Chose curieuse en effet, la Pologne est le dernier peuple descendu aujourd'hui dans l'arène à cette parole vibrante de nationalité qui est le mot d'ordre de toutes les résurrections populaires, et cependant c'est le premier, le seul en faveur de qui le congrès de Vienne ait prononcé ce mot, et l'ait inscrit dans les traités, comme pour rendre un suprême hommage à une infortune héroïque, comme pour tempérer l'abandon par quelques garanties, et par l'illusion d'une nationalité idéale maintenue à travers les distributions de territoires.

Une chose plus curieuse encore, c'est une sorte de désaveu universel du partage de la Pologne au moment où on le faisait entrer dans le droit public nouveau. Le représentant du roi de France, M. de Talleyrand, l'appelait „le prélude des bouleversemens européens." Parmi toutes les questions qui devaient être traitées au congrès, il considérait la question de Pologne „comme la première, la plus grande, la plus éminemment européenne, et comme hors de comparaison avec toute autre." L'empereur Alexandre de Russie, soit par ambition, soit par vanité de prince libéral, sans doute aussi par un sentiment de générosité, aspirait au rôle de restaurateur de la Pologne; cette restauration, il est vrai, s'offrait à son esprit sous la forme d'un royaume feudataire rattaché à la couronne de Russie; c'était néanmoins encore l'intégrité polonaise. La Pologne était un remords pour l'Europe; elle inspirait le respect sans avoir la force de se faire respecter bien effectivement. De là les combinaisons étranges adoptées par le congrès de Vienne, qui livrait les provinces polonaises à la Russie, à l'Autriche et à la Prusse, et qui en même temps multipliait les garanties protectrices, s'efforçait de maintenir un lien national entre les diverses parties de la Pologne en leur assurant une certaine autonomie, comme pour sauver l'avenir en livrant le présent.

Rien n'est plus curieux à un certain point de vue que cet ensemble organique dont les élémens sont dispersés dans l'acte final de Vienne et dans les actes séparés entre la Russie, la Prusse et l'Autriche sous la sanction de l'Europe. Dans la Galicie, Cracovie, échappant au naufrage, est constituée en ville livre, indépendente et neutre „à perpétuité." La transformation du

grand-duché de Varsovie en royaume de Pologne sous la couronne de Russie fait vivre diplomatiquement le nom de la patrie et laisse subsister comme un noyau de reconstitution, comme un foyer d'attraction. La partie prussien prend le nom de grand-duché de Posen, pour garder une caractère distinct dans l'ensemble de la monarchie de Frédéric II, et la frontière est tracée du côté de la Prusse aussi bien que du côté de la Russie. Enfin, puisque c'est là l'origine de ce grand débat au point de vue diplomatique européen, les trois puissances s'engageaient par l'acte de Vienne à donner aux Polonais, leurs sujets respectivs, „une représentation et des institutions nationales réglées d'après le mode d'existence politique que chacun des gouvernemens jugerait utile,“ et pour mieux définir le sens, la portée de ces institutions garanties, les traités séparés ajoutaient qu'elles étaient destinées à assurer aux Polonais „la conservation de leur nationalité.“

Ce n'est pas tout. A défaut de l'unité politique et de l'indépendance réelle, la Pologne garde du moins l'unité des intérêts. La liberté du commerce, du transit, de la navigation, est établie dans toutes les parties de *l'ancienne Pologne*, et une chose même à remarquer, c'est le soin mis à rappeler sans cesse les vieilles frontières de 1772 comme le cadre naturel de toutes les combinaisons. La qualité de *sujet mixte* est reconnue pour ceux qui possèdent dans les diverses provinces; ceux-là échappent à toute classification, malgré tout, ils restent Polonais, ne pouvant partager en trois leur individualité civile, et tel est l'esprit qui préside à cette œuvre singulière, incohérente, je n'en disconviens pas, que les Autrichiens, les Prussiens et les Russes sont qualifiés

d'*étrangers* dans l'article qui traite des arrangemens à prendre pour le règlement des intérêts commerciaux en terre polonaise; à ce titre, ils sont exclus des bénéfices dont les Polonais seuls sont appelés à jouir. Je n'irai pas plus loin. Ainsi une ville libre, dernière image survivante de l'ancienne indépendance, le nom de la patrie commune consacré diplomatiquement et planant sur cette création nouvelle du royaume, le droit de la nationalité mis au-dessus de toutes les démarcations de territoires et inscrit au premier rang, l'autonomie des diverses provinces distribuées à de nouveaux maîtres, le cadre de l'ancienne Pologne adopté dans la vie matérielle, une sorte de *zollverein* du commerce et de la navigation, comme une ébauche de confédération, c'est là ce qui apparaît dans cet ensemble des transactions de 1815, d'où est sortie toute une situation. On dirait que l'Europe, n'osant ou ne pouvant être juste jusqu'au bout, s'efforce à chaque pas d'adoucir par l'équité cette violation de l'existence indépendante d'un peuple, cherche à renouer dans la pratique le lien national qu'un droit arbitraire vient briser, et qu'elle s'occupe moins de résoudre cette question des destinées de la Pologne, bien moins encore de la trancher par un acte d'autorité souveraine, que de la laisser en suspens en la livrant à l'avenir.

Et ce qui apparaît dans quelques articles inertes des traités reçoit une sorte de confirmation lumineuse et décisive des interprétations du temps, des commentaires des souverains eux-mêmes, des premiers actes accomplis sous l'impression chaude encore des événemens. Nul ne sait ce qui se passait dans l'esprit de l'empereur Alexandre, dans cet esprit à la fois caressant et impé-

rieux, plain de velléités libérales et de mystérieuses inquiétudes, d'instincts généreux et de duplicités byzantines. Il entrait du moins dans son rôle de ne point reculer devant une initiative qui assurait sa popularité. „A la vérité, avait-il dit à lord Castlereagh, il ne s'agit pas en ce moment de rétablir la Pologne tout entière; mais rien n'empêche que cela ne se fasse un jour, si l'Europe le désire. Aujourd'hui la chose serait prématurée. Ce pays a besoin d'être préparé à un aussi grand changement; il ne peut l'être mieux que par l'érection en royaume d'une partie de son territoire à laquelle on donnerait des institutions propres à y faire germer et fructifier les principes de la civilisation, qui se répandraient ensuite dans la masse entière.“ Et de fait il se mettait le premier à l'œuvre en donnant au nouveau royaume une charte, la constitution du 13 mai 1814, dont il résumait lui-même le sens dans une proclamation aux Polonais: „Une constitution appropriée à vos besoins et à votre caractère, disait-il, l'usage de votre langue conservé dans les actes publics, les fonctions et les emplois accordés aux seuls Polonais, la liberté du commerce et de la navigation, les facilités des communications avec les parties de l'ancienne Pologne qui restent sous un autre pouvoir, votre armée nationale, tous les moyens garantis pour perfectionner vos lois, la libre circulation des lumières dans votre pays: tels sont les avantages dont vous jouirez sous notre domination et sous celle de nos successeurs, et que vous transmettrez comme un héritage patriotique à vos descendans. . .“

C'est là strictement, on le remarquera, l'économie des traités de 1815. Trois ans plus tard, en 1818,

Alexandre tenait encore le même langage en ouvrant la première diète polonaise à Varsovie. „Votre restauration est définie par des traités solennels, disait-il. Elle est sanctionnée par la charte constitutionnelle. L'inviolabilité de ces engagemens extérieurs et de cette loi fondamentale assure désormais à la Pologne un rang honorable parmi les nations de l'Europe.“ L'empereur Alexandre, au reste, mettait si peu en doute la garantie de l'Europe, qu'il se vantait de l'avoir enlevée, comme une victoire, au pas de charge. „J'ai fait ce royaume, disait-il, et je l'ai établi sur des bases très solides, car *j'ai forcé* les puissances de l'Europe à en garantir l'existence par des traités.“ Le brillant autocrate avait eu même un instant la pensée d'aller plus loin, d'agrandir le nouveau royaume par l'annexion des anciennes provinces polonaises incorporées à la Russie, la Lithuanie, la Volhynie, l'Ukraine. Il s'en était réservé le droit dans son traité avec l'Autriche par ces propres paroles: „Sa majesté impériale se réserve de donner à cet état jouissant d'une administration distincte l'*extension intérieur* qu'elle jugera convenable.“ C'était là ce qui avait gagné un moment le cœur du vieux Kosciusko à la politique d'Alexandre.

Le roi de Prusse, en laissant les grands projets et le rôle brillant au tsar, n'agissait point autrement que lui. Il tenait le même langage aux Polonais de Posen. „Vous aussi, leur disait-il, vous avez une patrie, et je vous estime pour avoir su la défendre. Vous serez mes sujets sans que vous ayez besoin pour cela de renier votre nationalité. Votre religion sera respectée; vos droits personnels et vos propriétés passent sous la tutelle de lois qu'à l'avenir vous ferez vous-mêmes. Votre langue sera employée dans toutes les affaires publiques à côté

de la langue allemande. Vous remplirez tous les emplois du grand-duché de Posen. Mon lieutenant, né parmi vous, résidera au milieu de vous.“ La formule du serment imposé aux fonctionnaires était singulièrement significative; elle était conçue en ces termes: „Je reconnais sa majesté le roi de Prusse comme l'unique souverain légitime de ce pays, et *la partie de la Pologne qui, par suite du traité de Vienne, est échue à la maison royale de Prusse comme ma patrie*, que je suis prêt à défendre contre qui que ce soit, en toute circonstance, et au prix de mon sang.“ Et une telle interprétation s'est maintenue longtemps, puisqu'en 1841 le roi Frédéric-Guillaume IV s'engageait à „respecter chez les Polonais l'amour que toute noble nation a pour sa langue, son passé historique et ses usages.“ Quant à l'empereur d'Autriche, en 1815, il ne faisait rien. Avec sa froide nature, l'empereur François raillait un peu les velléités remuantes et libérales d'Alexandre de Russie, il s'en inquiétait pourtant un peu, et il finissait par dire: „Je ne suis pas aussi faux:“ ce qui ne changeait point d'ailleurs le sens des combinaisons de 1815. En rappelant ces faits, je n'ai point assurément l'idée bizarre de mettre le dernier mot des droits de la Pologne dans l'œuvre du congrès de Vienne; mais enfin ces traités, tels qu'ils étaient, ils créaient une situation. Ce n'était pas l'indépendance, c'était du moins un ensemble de garanties, la conservation de la nationalité dans le morcellement, l'autonomie des institutions et des intérêts, le nom, la religion et la langue sauvés du naufrage sous la sanction de l'Europe.

Est-ce là cependant ce qu'on a vu dans cette expérience qui se poursuit depuis près d'un demi-siècle? La vérité est qu'en acceptant l'ordre de choses créé à

Vienne, un ordre de choses qui avait ses conditions, ses obligations et ses limites, la Russie, la Prusse et l'Autriche l'ont pratiqué avec l'esprit qui présidait aux premiers partages, dans une pensée d'assimilation entière qui équivalait à la conquête. Des traités de 1815, elles ont, à vrai dire, recueilli le bénéfice d'une consécration européenne du démembrement sans s'inquiéter des garanties qui en étaient la triste et impuissante compensation, et chacune des trois puissances a poursuivi cette œuvre dans les conditions qui lui étaient propres, dans la mesure de sa politique et de sa nature. Ce n'est pas que cette altération ait éclaté subitement au grand jour; elle s'est développée peu à peu, notamment dans le royaume de Pologne, à demi voilée d'abord par les formes constitutionnelles tant que vivait l'empereur Alexandre, puis se précipitant et ne se cachant plus sous l'empereur Nicolas, dont la politique a pu se résumer dans un mot: la *dénationalisation* de la Pologne. Ce fut le rêve, la passion ardente, intense, emportée de ce prince, qui fut peut-être un grand Russe, à qui les révolutions du continent ont fait un rôle exceptionnel, dû aux circonstances autant qu'à la hauteur de son caractère, mais qui a laissé dans la politique européenne des marques dangereuses de son passage et le poids de difficultés redoutables à son successeur. Et il ne faut pas dire que la révolution de 1831 mettait la Pologne à la merci de l'empereur Nicolas et lui rendait tous les droits de la conquête en le déliant de ses obligations, car d'abord cette révolution ne fut qu'une représaille, une tentative désespérée de défense, et de plus, en face de cette politique, se relèveraient aussitôt et toutes les stipulations des traités de Vienne et les paroles mêmes de l'empe-

reur Alexandre: „Votre restauration est définie par des traités solennels... J'ai forcé l'Europe à garantir votre existence par des traités...“ Lempereur Nicolas était rigoureusement juge, si l'on veut, du degré de libéralisme qu'il pouvait mettre dans les institutions du royaume de Pologne; il n'était pas seul juge de ce qui formait pour ainsi dire l'essence européenne de ces institutions, de ce qui en constituait la destination selon les traités, la conservation de la nationalité. C'est là ce qui était diplomatiquement hors de sa puissance. Or c'est justement cette nationalité placée sous la garantie de l'Europe, qui par malheur devenait pour l'empereur Nicolas le grand ennemi, et qu'il poursuivait avec l'inflexible vigueur de son caractère dans la religion, dans la langue, dans l'autonomie des institutions et des intérêts, dans l'indépendance du foyer, dans l'enseignement, dans les mœurs et jusque dans l'habit. De là ce système qui commençait dès 1831 par la substitution d'un nouveau *statut organique* à la constitution de 1815, et qui a été suivi trop longtemps, il faut le dire, avec l'âpreté d'un esprit irrité par la résistance.

Le statut organique de 1831 ne le cachait pas: c'était l'incorporation définitive et absolue du royaume à l'empire de Russie. Aussi la cérémonie du couronnement du roi de Pologne à Varsovie était-elle désormais abolie. L'armée distincte disparaissait, et le recrutement militaire de la Russie était étendu au royaume; la magistrature cessait d'être inamovible, et les fonctionnaires russes remplaçaient les Polonais dans l'administration; les chambres constitutionnelles faisaient place à des assemblées provinciales qui n'ont été au surplus jamais convoquées. Alors se déroule toute une politique dont

l'unique but semble être de dissoudre tous les liens de la vie nationale dans le royaume comme dans les anciennes provinces. Les écoles supérieures, l'université, la bibliothèque, le musée, l'hôtel des monnaies de Varsovie disparaissent ou sont transférés à Pétersbourg. L'enseignement est réduit à des études techniques, et le latin finit par être banni; les enfans des paroisses, à quelque classe de la société qu'ils appartiennent, sont tenus de suivre les écoles du gouvernement et d'apprendre la langue russe, sous peine de châtimens corporels pour eux et d'amende pour leurs parens. Un jour on décrète la transportation de cinq mille familles de la petite noblesse polonaise sur les terres de la couronne ou sur la ligne du Caucase, et l'ordre d'exécution ajoute: „Si les gentilshommes polonais n'ont pas envie de se faire transplanter, on est autorisé à les y contraindre par la force.“ Un autre jour, le conseil du gouvernement de Varsovie met tout simplement à l'adjudication le transport des *fils de nobles polonais* à Saint-Pétersbourg sur la mise à prix de 120 roubles papier. Je ne parle pas des autres enfans orphelins transportés à Minsk et des Polonais de tout âge transportés en Sibérie. Tantôt on s'attaque à la religion par les moyens de police, par les expropriations de l'église catholique, par les persécutions, par la conversion forcée de l'église grecque-unie à l'église orthodoxe, tantôt on s'attaque au costume. Il est défendu de porter les costumes nationaux, de faire usage des couleurs bleue, cramoisie et blanche; le vert et le rouge ne sont pourtant pas totalement interdits aux femmes, et on est admis à porter des chemises blanches. Le costume russe de couleur brune étant beaucoup plus économique, l'administration se charge d'ouvrir dans les villes et dans les villages

des magasins d'habillement. Une récompense d'un rouble est promise aux plus empressés à revêtir l'habit russe, les récalcitrans sont fustigés. C'est, en un mot, une vaste tentative pour effacer tout ce qui porte la marque de la patrie, tout ce qui la rappelle, pour faire disparaître cette nationalité malheureuse dans l'empire en la subordonnant à la pensée et à l'intérêt de la Russie.

Cette pensée d'assimilation violente, de subordination de tout ce qui est polonais à l'élément russe, se révèle souvent dans les plus futiles détails d'administration et même dans de simples questions de commerce, d'intérêt matériel. Une fois dans cette voie, la Russie est condamnée à tout craindre, à surveiller toute issue. Il n'y a pas longtemps encore, la Prusse soumettait l'entrée des bestiaux sur son territoire à des règlemens compliqués, à des quarantaines, pour se préserver des épizooties qui sévissent dans la Russie méridionale. Qui souffrait de ces difficultés? C'était le royaume de Pologne, pays essentiellement agricole, qui pourrait trouver dans le commerce des bestiaux un élément de richesse. On demandait alors timidement que, pour désintéresser la Prusse et pour dégager de toute entrave le commerce du royaume avec l'Allemagne, les mesures préservatrices adoptées jusqu'alors à la frontière prussienne fussent mises en pratique à la limite des provinces russes atteintes par la contagion. Rien n'a été fait, parce que le cordon sanitaire venait se placer justement aux limites de l'ancienne Pologne, et eût été la figure, assez étrange en vérité, de ces frontières de 1772 dont les traités de 1815 font pourtant le cadre de la vie commerciale des diverses provinces polonaises. La Russie était représentée à Varsovie par un terrible

homme, un directeur de l'intérieur, M. Muchanof, qui ne pouvait souffrir cette image de la Pologne sous la forme d'un règlement de transit.

Qu'on observe un autre fait: depuis quelques années s'agite la plus grande, la plus redoutable des questions pour l'empire russe, celle de l'émancipation des paysans, dont l'empereur Alexandre II aura eu l'honneur de tenter la solution. Je n'ai point à discuter cette question en elle-même. Seulement, entre la Russie et le royaume de Pologne, les différences sont profondes. Dans le royaume, les principes du code civil français sont restés en vigueur. L'égalité devant la loi subsiste; la constitution de la propriété est tout autre. Les paysans, il est vrai, paient encore une redevance, une corvée pour le champ qu'ils cultivent; mais cette redevance n'est point le signe d'une servitude personnelle: le paysan a son individualité civile. Les conditions diffèrent donc essentiellement, et cependant, lorsque la question s'est élevée récemment, il a été défendu aux propriétaires de Pologne de s'écarter du programme tracé par le gouvernement russe uniquement en vue de la Russie. Ce que je voudrais montrer, c'est cette confusion d'intérêts où périt forcément l'autonomie polonaise, cette autonomie placée cependant sous la sanction de l'Europe. Et ne faut-il pas que cette politique ait dépassé toute limite pour qu'on ait pu récemment considérer comme une demi-réparation, presque comme une mesure libérale, l'autorisation d'enseigner en Pologne la langue polonaise une heure par semaine dans les écoles, — comme une langue étrangère, comme l'anglais ou le turc!

Je ne veux pas dire que la même politique ait

été suivie dans les mêmes conditions et par les mêmes procédés dans la Pologne prussienne. Ici du moins il y a un certain libéralisme qui laisse le droit de se plaindre. Les griefs ne se perdent pas dans le silence d'une compression sans limites; les députés polonais ont aujourd'hui leur place dans le parlement de Berlin, ils défendent pied à pied les priviléges de leur pays. Et cependant le système est-il donc si différent? Il est moins violent en un certain sens, il a au fond le même but. La Prusse, comme la Russie, s'efforce de dénationaliser la Pologne; elle y travaille, ainsi que le disait un jour un homme qui a longtemps gouverné le grand-duché, M. de Fottwell, en étouffant insensiblement les mœurs, les inclinations, les tendances polonaises au profit de l'élément allemand. Ce travail d'infiltration de l'élément germanique s'opère de mille façons, par la transformation de la propriété territoriale avec la complicité de l'état, qui achète quelquefois des terres polonaises en les revendant avec perte à des Allemands, — par la bureaucratie, par l'enseignement, par la substitution forcée de la langue allemande à la langue polonaise. Il n'y a aucun notaire polonais à Posen. La justice se rend en allemand, et celui qui comparaît devant un tribunal est souvent interrogé, accusée et même défendu dans une langue qu'il n'entend presque. Il en est de même dans l'instruction publique. On n'a pu obtenir jusqu'ici l'établissement d'un lycée polonais; on a ouvert des écoles d'ouvriers, et les cours se font en allemand. Le gouvernement prussien d'ailleurs ne déguise nullement sa pensée; il l'a dit dans le parlement de Berlin: „La province de Posen, qu'on le sache bien, n'est autre chose qu'une simple province de la Prusse.“

Quant à l'Autriche, je n'ai point à rappeler avec quelle habileté sinistre elle parvint un jour à souffler la haine au cœur des paysans de la Galicie et à les précipiter sur la noblesse polonaise. Une étrange ironie de la fortune a fait de l'Autriche la gardienne des tombeaux de deux héros de la Pologne. L'un est celui de Sobieski, qui repose dans une église abandonnée et en ruines de Cracovie, l'autre est celui de Kosciusko. Lorsque Kosciusko mourut, les étudians de Cracovie obtinrent de lui élever un humble monument sur une hauteur, à une petite distance de la ville. L'Autriche est venue; elle n'a point certainement supprimé le tombeau, elle l'a enveloppé dans les défenses d'une citadelle et elle y a mis une sentinelle autrichienne! Il y a eu enfin un jour, on ne l'a pas oublié, où les trois puissances se sont trouvées réunies pour supprimer définitivement Cracovie, cette ville „libre, indépendante et neutre à perpétuité," toujours sous la sanction de l'Europe, qui n'a pu que protester une fois de plus.

Que résulte-t-il de cet ensemble de faits, éloquente démonstration de l'inefficacité des garanties européennes? C'est que les traités de Vienne se trouvent en réalité abrogés par ceux-la mêmes au profit de qui ils ont été signés, dont ils forment l'unique titre de possession sur la Pologne. Ils ont disparu sous une série de violations systématiquement accomplies, qui, en énervant les garanties protectrices des nationalités, énervaient aussi le titre des gouvernemens et rendaient à ces nationalités tous leurs droits, leur vivace énergie, accrue par la lutte, par la nécessité de la défense. — C'est que ces traités, peut-on dire, créaient des difficultés insolubles, essayaient de faire vivre ensemble des choses inconciliables, des droits ou des inté-

rêts contradictoires, des vainqueurs et des vaincus. Il se peu qu'il en fût ainsi. Cela prouve seulement que les traités de 1815 semaient le désordre et la guerre sur la Vistule comme sur le Pô, et un désordre d'un demi-siècle en est sorti sur le Pô comme sur la Vistule.

C'est là en effet ce qu'offrent de vraiment caractéristique ces affaires de Pologne. Ce n'est point le développement naturel et pacifique d'un ordre de choses à demi constitué sous la puissance régulatrice du droit public; c'est une histoire pleine de dramatiques mystères, d'ardentes protestations dont on ne connaît que la moitié, car l'autre moitié se perd dans les cachots, les souterrains, les mines, en Sibérie ou dans l'Oural. C'est surtout, à dater de 1831, le combat obscur, incessant d'une puissance qui, pour rester maîtresse, est à chaque instant forcée de dépasser le droit, et d'un peuple qui lutte, conspire, se révolte, pour qui tout est supplice dans ce contact permanent de la dure autorité étrangère et d'une nationalité endolorie, — d'un peuple qui passe son temps à espérer contre l'espérance, que la compression exalte au lieu de le dompter, et qui, même vaincu, s'ingénie à se nourrir de ses souffrances, à en savourer la volupté amère et sombre. Qu'on se représente ce qu'est un pays où la lecture de tel livre d'un poète polonais a envoyé plus de mille jeunes gens en Sibérie, — un pays où, dans une université, des écoliers, des enfans, s'exerçaient secrètement à se battre eux-mêmes de verges pour s'aguerrir aux tortures et se tenir prêts à supporter toutes les épreuves sans faiblir! Cette familiarité avec la douleur, cette sorte de défi aux luttes obscures est un des traits du génie polonais contemporain; c'est le thème d'un chant qui court la Pologne sur un air plaintif et traî-

nant, pédagogie ironique et sanglante à l'usage de toutes les mères polonaises: „Notre Sauveur encore enfant, à Nazareth, jouait avec sa croix, son futur supplice; ô mère polonaise! tu devrais de même amuser ton enfant avec les instrumens de ses jeux à venir. — De bonne heure donc enlace ses mains des chaînes, attelle-le à l'infâme tombereau, pour qu'il ne pâlisse pas devant la hache du bourreau et ne rougisse point à l'aspect de la corde. — Car il n'ira pas comme les anciens chevaliers planter la croix triomphante à Jérusalem, ni comme les soldats des temps nouveaux labourer la terre de la liberté et l'arroser de son sang. — Celui qui va le provoquer, c'est un espion ténébreux; celui qui va lutter contre lui, c'est un juge parjure; le champ de bataille sera un cachot souterrain, l'arrêt sera prononcé dans un caveau implacable. — Vaincu, il n'aura pour monument funèbre que l'arbre dépouillé du gibet, pour gloire que le sanglot étouffé des femmes et les chuchotemens nocturnes des frères!"

C'est ainsi que la Pologne a vécu pendant près de trente ans, conspirant et luttant, essayant tout à la fois d'intéresser l'Europe à ses malheurs et d'accomplir en elle-même un profond travail de rénovation intérieure, ayant d'ailleurs à subir le contre-coup de tous les événemens, de toutes les catastrophes qui venaient se jeter à travers ses efforts. En réalité, la Pologne a souffert, plus peut-être que de toutes les persécutions, de trois événemens qui se sont succédé depuis quinze ans, qui ont eu un grand rôle dans sa destinée, qu'on a crus presque mortels pour elle, et qui n'ont été pourtant qu'une épreuve nouvelle, le prélude mystérieux et poignant d'une manifestation plus sérieuse de son énergique vitalité. Le

premier de ces événemens, c'est le massacre de la Galicie en 1846; c'était la plus terrible et la plus sanglante déception des patriotes polonais. La révolution de 1831, en expirant sous les larmes russes, avait du moins laissé cet enseignement, que désormais toute tentative d'affranchissement national devait se lier à une transformation intérieure destinée à rallier toutes les classes, à intéresser le masse du pays à l'œuvre commune par l'émancipation des paysans et leur avénement définitif à la propriété. Le parti aristocratique constitutionnel et le parti démocratique différaient sur les moyens; au fond, ils avaient le même but: ce fut surtout la pensée de la propagande démocratique, dont le foyer était dans l'émigration, lorsque tout à coup l'Autriche, se jetant dans le mouvement, tournait contre la Pologne elle-même ce courant d'idées émancipatrices, et déchaînait contre la noblesse la fureur des paysans de la Galicie en donnant du même coup aux autres gouvernemens, maîtres de Posen et du royaume, l'exemple de cette politique qui enflammait les haines des classes pour mieux régner. Cet acte sanglant, d'une habileté sinistre, déconcertait l'action polonaise en lui enlevant, au moins pour le moment, tout point d'appui dans les masses égarées. C'est là qu'aboutissait tout ce travail de conspiration démocratique de 1846; l'œuvre était à recommencer.

La révolution de février éclata et fut un autre de ces événemens cruellement décevans qui ont pesé sur la Pologne. C'était l'heure attendue des grandes explosions. Une révolution en France, comment y voir autre chose qu'un mouvement imprimé au monde, l'effort de tous les peuples pour s'affranchir du vieux droit, la

transformation de l'Europe par la démocratie? Qu'en résultait-il au contraire? On le sait, cette révolution de la mauvaise heure ne venait en aide à aucun peuple, et elle ne le pouvait, car elle réduisait la France à concentrer ses forces pour se sauver elle-même de la dissolution. La cause polonaise avait le malheur de se lier à ces commotions européennes qu'on redoutait, de servir de drapeau à ces agitateurs du 15 mai 1848 qui menaçaient tout. Ce fut son crime; elle devint importune, agaçante comme un mauvais souvenir; elle perdit d'un coup sa popularité à la bataille, et chose plus curieuse encore, c'était l'empereur Nicolas qui devenait populaire, qui se trouvait soudain transformé en pontife de l'ordre et de la civilisation. Survint enfin la guerre d'Orient, qui réveillait les espérances des Polonais par la perspective des complications inévitables de l'Europe, par cette combinaison merveilleuse d'une alliance libérale de la France et de l'Angleterre contre la Russie. Si l'empereur Nicolas eût vécu, son obstination eût provoqué peut-être ces complications européennes où la Pologne pouvait retrouver un rôle; sa mort était une facilité pour la paix. Le nom de la Pologne ne put pas être prononcé, et de même que la révolution de février était la déception des Polonais du parti démocratique, la guerre d'Orient laissait sans illusions les modérés, les politiques, les diplomates qui comptaient sur l'Europe.

C'est alors, à travers cette série de déceptions, que la Pologne se réfugie de plus en plus en elle-même et se replie dans une muette attente, après avoir vu tout lui manquer, conspirations, révolutions européennes, interventions régulières. La Pologne sentait qu'elle était de-

venue impopulaire, qu'elle ennuyait, selon le mot d'un Polonais, et elle évitait de faire parler d'elle. Elle ne pouvait sans doute se défendre d'une secrète amertume en voyant l'Europe libérale s'intéresser tout à coup à la nationalité italienne, à la nationalité hongroise, à la nationalité moldo-valaque, et oublier un peu qu'il y avait aussi une nationalité polonaise; mais elle se taisait, subissant cet autre supplice de l'indifférence et du silence, plus difficile à accepter que la guerre, plus dur que toutes les persécutions pour un peuple qui a passé sa vie à chercher partout une patrie, qui a rempli l'histoire contemporaine de son héroïsme, de ses protestations et de ses malheurs. On ne peut imaginer l'espèce de souffrance qu'infligeait à bien des cœurs polonais cet isolement moral au milieu de l'agitation universelle des nationalités renaissantes. „C'est cela, dit un paysan polonais, on finira par donner un roi aux Tsiganes sans penser encore à nous en donner un à nous.“ La Pologne disparut si bien un instant qu'on la crut morte, on la crut presque résignée à son sort ou vaincue par les épreuves, et on fut tout près de s'endormir sur le fait accompli, en pensant qu'il y avait une question de moins dans le monde.

On se trompait cependant: ces années de silence et d'abandon, loin d'être la fin obscure d'un peuple, étaient au contraire le commencement d'une situation nouvelle que les derniers événemens n'ont fait que dévoiler, qui s'est formée pas à pas, qui a ses élémens, son caractère, ses personnifications, et qui à un moment donné s'est trouvée être la manifestation inattendue d'une nationalité énergique ralliée au cri des légions de Dombrowski: „Non, la Pologne n'est pas morte!“ Jusqu'en

1846, c'était l'ère des conspirations et de cette propagande démocratique qui a eu ses héros d'une étrange intrépidité: les Konarski, les Zaleski, les Dembowski; la campagne de 1846 en Galicie et à Posen fut le triste et sanglant dénoûment de cette période militante. Depuis ce temps, dans ces dernières années surtout, c'est un travail de rénovation pratique, employant tous les moyens, inoffensif en apparence, mais obstiné, souvent inaperçu, et qui s'est accompli à la faveur même de ce silence dont je parlais. Ceux qui y mettaient la main sentaient bien le danger du bruit. „Parlez de nous le moins possible, écrivait un des hommes éminens de la Pologne; parlez, si vous pouvez, de nos misères, de notre agonie, ne parlez pas de notre vitalité, des signes de vie que vous remarquez: cela nous tuera!" C'est le travail auquel ont singulièrement contribué le prince Léon Sapieha en Galicie, le docteur Marcinkowski à Posen avant sa mort, et surtout le comte André Zamoyski dans le royaume.

De quoi se compose ce mouvement qui, une fois dévoilé, a remis subitement en présence la nationalité polonaise et la puissance russe? D'une multitude d'élémens sans doute; tout s'y mêle, le sentiment religieux exalté par les persécutions, le travail des esprits, les efforts pour moraliser le peuple, les entreprises industrielles, les améliorations agricoles; mais ce qu'il a de caractéristique avant tout, c'est qu'il naît en quelque sorte spontanément du sol, et il s'accomplit sur le sol même, en dehors de l'action des émigrations et des propagandes de partis. C'est l'œuvre de ceux qui ne veulent ni conspirer ni se résigner, et qui, dans les ruines de la patrie, après toutes les luttes violentes, cherchent

à rassembler les élémens d'une solution nouvelle. Ils ne pouvaient certes se jeter dans la politique, où ils eussent été instantanément arrêtés; leur pensée était justement de travailler à refaire moralement et matériellement le pays, en échappant le plus possible à la politique. Ils commençaient par créer des sociétés de tempérance, et sur ce terrain même il n'était pas facile de marcher, car on rencontrait aussitôt les autorités russes, protégeant l'ivrognerie pour défendre les revenus du trésor, et dirigeant une guerre de circulaires contre ces sociétés, qu'elles représentaient comme contraires aux lois. Un gouverneur-général de la Lithuanie, M. Nazimof, faisait preuve d'érudition, et rappelait la noce de Cana, pour prouver que l'Évangile n'était pas opposé à l'usage des boissons spiritueuses. Une institution a joué un grand rôle dans le mouvement actuel: c'est la Société agricole de Varsovie. Elle avait eu des commencemens très humbles; un jour, vers 1842, une association s'était formée pour la publication d'un petit journal qui s'appelait les *Annales d'Agriculture*, d'où toute question politique devait être sévèrement bannie, qui ne pouvait faire allusion ni à la situation de la Pologne, ni à son régime, ni à ses relations, ni à rien de ce qui l'intéressait. Ce fut le germe d'où sortit, aux premiers temps du règne de l'empereur Alexandre II, dans ces premiers momens de bonne volonté libérale, une institution plus sérieuse, la Société agricole elle-même, fondée toujours dans une pensée exclusive d'amélioration matérielle, mais qui avait des correspondans dans les provinces, et était autorisée à tenir deux sessions par an à Varsovie. Quelque restreinte que fût dans son objet cette institution, elle

était un lien; elle a fini par réunir plus de quatre mille membres propriétaires du royaume.

C'est ainsi qu'on a procédé lentement, créant un jour la Société agricole, un autre jour la navigation de la Vistule, tantôt des institutions de crédit, tantôt des sociétés de tempérance, réveillant dans le pays le sentiment de ses intérêts, rapprochant les hommes dans une même œuvre. Et qu'on remarque quelques-uns des effets de ce travail patient, modeste, bien souvent contrarié, et pourtant efficace. Aux conspirations se sont substitués l'habitude d'agir par les voies légales, le sentiment de la puissance d'une action régulière et pacifique. Des questions comme l'émancipation des paysans, qui ont divisé les esprits et entretenu les scissions jusque dans l'émigration tant qu'elles n'étaient qu'un choc de théories, ces questions ont trouvé une solution naturelle pratique, donc la Société agricole elle-même a pris l'initiative en proposant un système qui fait le paysan immédiatement propriétaire et assure au possesseur actuel, par une ingénieuse combinaison de crédit, une indemnité que le paysan paie par annuités successives et limitées, sans avoir à donner plus qu'il ne donne aujourd'hui. C'est ce qu'on pourrait appeler la solution polonaise opposée à la solution russe. Et enfin, chose plus grave, cette sorte de régénération obscure a produit ce que nous avons vu, non plus des partis aigris par une défaite commune ou se disputant une victoire lointaine, mais une masse compacte, une nation confondue dans une même pensée, sans distinction de classes, et dont l'union a été scellée dans le sang le 27 février, le jour où se sont accomplies les premières répressions de la Russie. Ces intelligentes balles russes faisaient plus qu'elles ne le

pensaient pour cimenter l'alliance en allant frapper des victimes de tout rang, de toute condition, de tout culte et même de tout âge.

Un homme, je le disais, personnifie dans ce qu'il a de sérieux et de pratique ce mouvement et lui a imprimé son caractère: c'est le comte André Zamoyski, que le peuple dans son langage appelle simplement monsieur André. Il n'est pas le seul, mais il a été dès les premiers temps un des plus actifs promoteurs de tout ce qui pouvait servir à réveiller le pays. Par sa naissance, il tient à une des plus vieilles familles polonaises, à la famille de ce grand connétable, Jean Zamoyski, du XVIe siècle, qui travailla à constituer la petite noblesse en face de l'oligarchie aristocratique, et qui fut un des plus illustres capitaines de la Pologne. C'est une famille qui s'est éclipsée pendant longtemps et qui ne reparaît qu'à certaines époques. Un autre Zamoyski était encore grand-chancelier en 1772, et se démit de sa charge pour ne pas mettre le sceau sur le premier partage. Le comte André est un petit-fils de ce Zamoyski, le frère du général qui un instant dut prendre le commandement d'une légion polonaise à l'époque de la guerre d'Orient. Le comte André se trouvait naturellement engagé dans la révolution de 1831. Il fut d'abord ministre de l'intérieur à Varsovie, puis envoyé en mission à Vienne auprès de M. de Metternich, qui inclinait, dit-on, à une intervention au moment de la dernière bataille. La révolution une fois vaincue par les Russes, il ne voulut pas quitter le pays; il y restait dans l'obscurité, sans illusions, mais cherchant bientôt comment on pourrait se relever de la grande défaite. Une large carrière ne lui était point ouverte; il se tournait vers les intérêts matériels, et il se

mit à l'œuvre avec une activité singulière, quoique resserrée dans d'étroites et obscures conditions. Il établissait des haras, il aidait à créer la navigation à vapeur sur la Vistule, qui était un moyen de se relier à la Galicie; il travaillait à organiser le crédit foncier. C'est lui qui fondait le petit journal des *Annales d'Agriculture* et qui était plus tard le principal promoteur de la Société agricole, dont il est resté jusqu'au dernier moment le président.

Ce qui caractérise le comte Zamoyski dans tout ce qu'il a fait, c'est le sens pratique, la netteté des vues, la modération dans l'action se joignant à la fermeté et à une dignité naturelle. Le comte André se trouvait au reste dans une situation singulière: par sa modération, il excitait les méfiances des exaltés polonais, de ceux qui n'entrevoyaient d'autre issue que la révolution; par son activité, il était suspect aux Russes. Il avait à résoudre le difficile et curieux problème de vivre entre les uns et les autres, maître de lui-même, sans se laisser emporter à des témérités inutiles, sans abaisser aussi le nom et la dignité de Polonais. Son secret, il ne le disait à personne, il était dans ses actions; et, à vrai dire, avait-il un secret? Il mettait simplement en pratique le mot ancien: *laboremus!* obligé sans cesse d'être en rapport avec le gouvernement, mais ne cédant pas le terrain et engageant même une lutte tenace avec la vénalité des fonctionnaires russes, à laquelle il ne voulait se soumettre à aucun prix. Il eut à passer par plus d'une épreuve épineuse dont il se tirait habilement. Le jour de la fondation de la Société agricole, un banquet eut lieu où assistait nécessairement le directeur de l'intérieur, M. Muchanof; au dernier moment, celui-ci portait le toast

de tous les banquets polonais: „Aimons-nous!“ Tous les regards se portèrent sur le comte Zamoyski, qui, simple et calme, répondit avec un imperceptible sourire: „Oui, chacun chez soi!“ Il ne pouvait en dire plus. Le mot de cette politique, si c'est une politique, est de faire tout ce qu'il est possible de faire et d'aller jusqu'où on peut aller, mesurant son pas aux nécessités du jour. C'est, non pas une agitation, mais une action légale tirant parti de tout, se servant de tout, communiquant une vie inaperçue au pays; et voilà justement ce qui est apparu dans les derniers événemens, ce qui reste le caractère de cette crise nouvelle.

Sait-on ce qui donne à ce mouvement la valeur d'une vraie manifestation nationale? C'est qu'il na rien d'artificiel et de passager; il est l'œuvre de quelques-uns et de tous, il est à la fois simple et complexe comme tous les mouvemens profonds, sincère comme la passion d'un peuple, et, bien loin de se résumer uniquement dans une suite d'efforts de l'ordre matériel aboutissant à l'improviste à une question politique, il a un côté tout moral qui s'accorde d'ailleurs merveilleusement avec ce caractère d'action légale et pratique que je signalais. Une chose frappante dans ces événemens de Varsovie entrecoupés de scènes sanglantes, c'est cette attitude passive d'une population qui se présente désarmée, qui ne résiste pas, qui persiste, qui est dispersée et qui revient sans cesse, s'offrant elle-même comme une victime sans défense, refusant les armes laissées à sa portée. Il y a dans cette attitude bien autre chose qu'un mot d'ordre ou un calcul; nul artisan de conspiration n'eût été assez habile pour le trouver: c'est le signe d'une révolution profonde dans les esprits et dans les âmes, révolution à laquelle n'a point

été étrangère l'action d'un poète, de Krasinski, dont les œuvres ont parlé à toutes les imaginations polonaises et sont allées se graver dans les cœurs, pénétrant jusqu'aux masses. C'est ce poète *anonyme* dont on a vu autrefois ici quelques poèmes, d'un mysticisme ardent et sombre en même temps que d'un sens profond, *le Rêve de Cesara*, *la nuit de Noël, la Comédie infernale.* Sigismond Krasinski est mort aujourd'hui. Il avait lui-même ressenti de poignantes souffrances intérieures comme fils et comme patriote. Il était né en 1812, et avait été tenu au baptême par Napoléon. Son père était le général Vincent Krasinski, qui descendait d'un des chefs de la confédération de Bar, qui remplaçait le prince Poniatowski dans le commandement de l'armée polonaise à la fin de l'empire, et qui depuis jouait un rôle dans les chambres du royaume de Pologne sous la restauration. Malheureusement le général Krasinski irrita le sentiment national par son vote au sénat dans une affaire de conspiration en 1828, et son fils Sigismond reçut de ses camarades d'école, sur la place publique, un outrage sanglant qu'il dévora avec amertume, et qui l'obligea à quitter le pays. Il voyagea, il alla à Rome. Lorsque la révolution du 29 novembre 1830 éclata, il partit aussitôt pour la Pologne; mais il dut s'arrêter à Berlin. Son père avait été pris à Varsovie par les insurgés; il s'était sauvé en promettant de se dévouer à la cause nationale; peu après, il était parti pour Saint-Pétersbourg. Ce fut un désespoir pour Sigismond Krasinski, qui ne put se décider désormais à rester dans son pays, et vécut presque toujours à l'étranger, se livrant uniquement à la poésie, publiant successivement ses poèmes sans avouer jamais en être l'auteur. Par lui,

le patriotisme polonais avait trouvé une expression nouvelle.

Lorsque Mickiewicz parlait à la jeunesse de la Pologne révolutionnaire et militante, il lui disait: Forts par l'union, sages par la démence, en avant, jeunes amis!... „Krasinski dit, dans un chant aussi populaire aujourd'hui que le fut autrefois le refrain de Mickiewicz: „On n'édifie pas avec de la boue, et la plus haute sagesse, c'est la vertu!" Ce sont les mots d'ordre de deux époques. L'inspiration essentielle et dominante de toute la poésie de Krasinski, c'est l'abjuration de la haine et de la vengeance, c'est qu'on ne lutte pas victorieusement contre la force par la force, mais par une puissance supérieure de l'âme; que, pour vaincre son ennemi, le bon droit lui-même ne suffit pas, s'il ne s'appuie sur un énergique et pur sentiment moral; que le levier souverain est dans l'amour, dans la vertu du sacrifice, dans la patience héroïque. Un des héros de la *Comédie infernale*, Pancrace, est un type de la force brutale qui chancelle et s'affaisse dans son impuissance devant un pouvoir supérieur. Cette inspiration règne dans le poème grec de l'*Iridion*, où le martyre chrétien, le martyre passif et ayant horreur de la vengeance, triomphe de Rome, confondant le patriotisme hellénique d'Iridion, qui ne songe qu'à se venger, et échoue malgré la justice de ses griefs et de sa cause. C'est aussi la pensée de *l'Aurore*, des *Psaumes de l'Avenir*, de tous ces chants où l'âme polonaise fibre avec ses ardeurs mystiques, ses exaltations et son inépuisable jeunesse. „Seigneur, dit Krasinski dans un *psaume*, ce que nous te demandons, ce n'est pas l'espérance, parce qu'elle tombe sur nous comme une pluie de fleurs; ce n'est pas la mort de nos ennemis, cette mort est écrite sur le

nuage de demain; ce n'est pas de franchir le seuil de la mort, il est déjà franchi; ce ne sont pas des armes, car tu en as mis dans nos âmes, ni des secours, tu as ouvert une carrière libre; mais nous te demandons de nous donner l'intention pure au fond de nos cœurs. Oui, Saint-Esprit, toi qui nous enseignes que la plus grande puissance, c'est la force des sacrifices, que la plus grande raison c'est la vertu, fais que nous puissions par l'amour entraîner les peuples vers le but que nous poursuivons!"

Ce rôle de l'héroïsme expiatoire, Krasinski l'a décrit bien mieux encore dans un fragment de *l'Aurore*.

„Faut-il donc être meurtrier avec les meurtriers, criminel avec les criminels? faut-il mentir, haïr, tuer et blasphémer? Le monde nous crie: A ce prix, à vous la puissance et la liberté, sinon rien! Non, mon âme, non; pas avec ces armes! le poids du sacrifice peut seul écraser à son tour le sort qui nous écrase. Dans l'histoire du monde, le sacrifice est un lion invincible; mais le crime, c'est la balayure que le vent emporte en passant.

„Oh! non, ma patrie, sois plutôt la patience qui enseigne comment on élève l'édifice pierre à pierre; sois l'inflexible volonté et l'humble recueillement qui prépare la victoire future; sois le calme dans la tempête; sois l'harmonie au milieu des cris de discorde; sois l'éternelle beauté au milieu des laideurs; sois pour les lâches et les pharisiens le silence méprisant qui accable; sois pour les faibles la force qui relève les courages; sois l'espérance de ceux qui perdent l'espérance. Dans ton combat contre l'enfer de ce monde qui se dresse contre toi, sois cette force tranquille et aimante contre laquelle l'enfer ne prévaudra jamais...

„...Les nations sont voulues de Dieu et sont conçues dans votre grâce, ô Jésus-Christ! A chacune d'elles vous avez d'en haut donné une vocation. En chacune d'elles vit une idée profonde qui vient de vous, qui est la trame de leurs destinées; mais parmi les nations il y en a qui sont élues pour défendre sur la terre la cause de la beauté céleste, et pour donner au monde un angélique exemple en portant, pendant de longs

jours, leur lourde croix sur la route inondée de sang... jusqu'à ce que, par une lutte sublime, elles aient donné aux hommes une idée plus haute, divine, ô Seigneur! une charité plus sainte, une plus large fraternité en échange du glaive qu'on a plongé dans leur poitrine. Telle est votre Pologne, ô Jésus-Christ!

„Notre amour de l'humanité a causé notre mort, et le monde a vu le cadavre de la Pologne descendre dans le tombeau; mais quand viendra le troisième jour, la lumière brillera, et brillera pour tous les siècles. Croyez-vous que celui qui possède l'amour, en mourant, disparaisse à jamais? Oui, aux yeux de la chair, mais l'âme du monde entier le voit! Celui qui meurt dans l'amour transmet à l'heure du martyre son âme à ses frères, et il demeure dans le sanctuaire du cœur humain, et chaque jour, à chaque heure, enseveli vivant, il grandit dans la tombe!"

C'est cette pensée de la puissance du sacrifice, de l'héroïsme passif, qui s'est infiltrée dans la jeunesse, jusque dans les masses, et qui est visible dans la Pologne d'aujourd'hui. L'inspiration du poète est passée dans le sentiment populaire. Une autre cause étrange, curieuse, a servi d'ailleurs depuis quelques années à répandre, à populariser ces idées en jetant tout à coup dans la société polonaise comme un élément nouveau. Lorsque l'empereur Alexandre II montait au trône, il signalait son avénement par une amnistie qui, tout incomplète qu'elle fût, rouvrait les portes de la patrie à une multitude d'exilés. Les uns venaient de l'Occident, les autres, en plus grand nombre, venaient de la Sibérie. Ceux qui avaient vécu en France ou en Angleterre rentraient dans leur pays naturellement aigris par trente ans de souffrances, accoutumés à l'atmosphère occidentale, nourris de toutes les idées révolutionnaires et à demi étrangers de mœurs et d'esprit. Il n'en était pas de même de cette

tribu d'exilés qu'on appelle en Pologne les *Sibériens.* Ceux-ci revenaient endurcis, retrempés par l'habitude de la souffrance obscure et solitaire, calmes et résignés, mystiques même, mais d'un mysticisme grave et doux qui n'avait rien de farouche et de haineux. Chose remarquable, c'est parmi ces revenans de Sibérie que le pays a trouvé dans ces dernières années les hommes les plus aptes au journalisme, au professorat, à l'administration des établissemens privés et nationaux, tels que la Société agricole. Il y a des écrivains de talent qui ne pouvaient, il est vrai, signer leurs œuvres de leur nom, mais qui n'étaient pas moins connus. L'un a rapporté de la Sibérie une traduction de *Faust;* c'est un des critiques les plus éminens; un autre a traduit Shakspeare. Un journal de Varsovie a publié une série d'esquisses du Caucase, de l'Asie, qui étaient l'œuvre des Sibériens, et où il y avait un mélange indéfinissable de fraîcheur, de résignation et d'indulgence latente.

Ces hommes, en se répandant dans le pays, ont eu une action singulière. De là cette teinte sérieuse, religieuse et d'une originalité saisissante de tous ces actes populaires qui se sont succédé, de ces manifestes où il n'y a rien en effet de la phraséologie révolutionnaire de l'Occident. C'est au contraire un langage sobre et nerveux qui ne touche à l'exaltation que par l'accent religieux. L'influence des Sibériens est surtout visible dans cette adresse étrange des ouvriers de Varsovie: „La mort est égale pour tous. Sans épargner sa personne, il faut aller à la tuerie et montrer au monde ce que nous voulons. C'est pourquoi nous allâmes avec les processions et nous chantâmes pour la constitution, et nous le ferons de nouveau quand il faudra; et s'il y a des victimes, on

verra que cela plaisait ainsi au bon Dieu, et nous sommes prêts, s'il faut davantage, à tirer au sort qui doit aller au sacrifice, même à tendre la gorge au couteau, ou bien à expirer sous le knout, comme ces trois victimes que l'eau a rejetées près de Zakroczym, qu'on avait jetées enveloppées de paille du château dans la Vistule. Seulement, s'il n'y a pas de compassion pour la patrie, alors ce sera mal....“ Ne dirait-on pas cette pensée obstinée du sacrifice passant à travers l'imagination de Krasinski et l'action des Sibériens dans l'âme populaire? Et maintenant qu'on réunisse tous ces élémens, cet ensemble d'efforts pratiques s'étendant à tous les intérêts, cette impulsion légale communiquée par le comte André Zamoyski et instinctivement acceptée par toute une population, l'idée religieuse et morale se propageant dans les esprits, les enflammant et les contenant à la fois, le sentiment national renaissant spontanément dans les cœurs, — ce sera ce mouvement qui était imperceptible d'abord, qui s'est poursuivi obscurément pendant des années, que le changement de règne à un certain moment est venu faciliter, et qui va aboutir à ce net et éloquent dialogue engagé récemment entre le lieutenant-gouverneur, le prince Gortchakof, et la foule rassemblée sur une place de Varsovie: „Que voulez-vous? — Nous voulons une patrie!“

Il n'y a évidemment d'imprévu et d'accidentel que l'heure de l'explosion. Depuis un an déjà, des manifestations successives révélaient une sorte d'intelligence secrète dans la population. C'étaient d'abord des services funèbres, célébrés dans tout le pays et à des époques fixes en mémoire des plus éminens poètes polonais, Mickiewicz, Krasinski, Slowacki. Bientôt l'entrevue qui

réunissait à Varsovie les trois souverains du Nord venait piquer le sentiment populaire. C'était, à vrai dire, une étrange idée de rassembler à Varsovie les trois maîtres de la Pologne dans une conférence où on soupçonnait que de mauvais desseins pouvaient s'agiter contre l'Italie. L'accueil de la population fut plus que froid, et ce qu'il y a de curieux, c'est que sous l'impression de cette désagréable aventure c'était à qui se renverrait l'ennui de ce qui venait d'arriver. Les journaux russes assuraient que c'était l'empereur d'Autriche qui avait valu à l'empereur Alexandre cette froide réception, tandis que la presse de Vienne prouvait non moins clairement que la démonstration était dirigée contre l'empereur de Russie. Quelques mois encore et survenait une manifestation plus sérieuse: c'était un service commémoratif pour les morts de la bataille de Grochow, de cette bataille où l'armée polonaise lutta pendant trois jours contre les Russes en 1831, et c'est réellement ce jour-là, le 25 février, qu'une Pologne nouvelle apparaît personnifiée dans une population marchant dans les rues le cierge à la main, électrisée à la vue d'un drapeau à l'aigle blanche et récitant d'une seule voix le chant religieux et national: „Dieu saint, Dieu puissant, Dieu immortel, ayez pitié de nous! — De la peste, du feu et de la guerre, seigneur, délivrez-nous!... — Daignez nous rendre notre patrie!... — Sainte vierge Marie, reine de Pologne, priez pour nous!“ Alors la crise se déclare, l'agitation s'étend avec des alternatives de concessions de la part de la Russie et de scènes sanglantes jusqu'au 8 avril, jour où la compression l'emporte définitivement. Ce n'est pas la suite de ces événemens que j'ai à décrire. Tout porte la marque de ces influences diverses que je signalais. Ce mouvement, on le voit,

commence par des services religieux. Quand la crise a éclaté, quel est le genre d'action de tous ceux qui ont quelque pouvoir sur le peuple et qui sentent la gravité du moment? Une délégation populaire, autorisée par le lieutenant-gouverneur, prend la direction de la ville. Des constables volontaires s'organisent pour empêcher tout désordre; la Société agricole elle-même intervient en modératrice, en gardienne de la paix. Les adresses qui sont envoyées à l'empereur ne contiennent rien que de légal, puisqu'elles demandent à peine strictement ce que les traités de 1815 assurent à la Pologne. Et la population elle-même, quelle est son attitude? Elle fait acte de vie, si l'on me passe ce terme, en se refusant à tout conflit. Elle se rassemble pour exprimer ses vœux, ses griefs, mais désarmée, passive, et même, quand elle est dispersée par la force, femmes, enfans, vieillards se pressent en larmes et en prières autour d'une madone. Étrange révélation de la nature de ce mouvement dont toute la tactique est de résister sans s'armer! Ce qui fait au fond son originalité, c'est cette alliance, dont je parlais, du sens pratique et d'une idée morale, religieuse, même mystique, — alliance dont le secret est dans la conscience d'une population et qui répond merveilleusement à tous les instincts du peuple polonais et même de la race slave en général, qui parle aux esprits politiques par ce qu'elle donne à la modération et au bon sens, et que offre en même temps à la jeunesse, aux masses, l'attrait d'un certain mysticisme poétique. C'est l'originalité de ce mouvement, dis-je, c'est aussi ce qui fait sa force en révélant des sources toujours nouvelles de vitalité dans cette race, qui ne trouve dans le malheur que des aiguillons généreux.

C'est aussi justement ce qui crée pour la Russie une position exceptionnellement difficile en face d'un de ces réveils populaires qui ne sont plus seulement un simple débat intérieur, mais qui se lient par toutes les considérations de droit et d'humanité à toute une situation européenne et même à une crise particulière du temps. On dit qu'après les premières scènes sanglantes du mois de février à Varsovie, l'empereur Alexandre II, informé qu'il y avait des victimes dans le peuple, fit aussitôt demander combien il y avait de morts dans l'armée, combien on avait pris d'armes aux insurgés. On lui répondit que l'armée ne comptait point de morts, qu'on n'avait pu prendre d'armes à une population qui n'en avait pas et qui n'en voulait pas. L'empereur fut, dit-on, plein de surprise. C'est cet étonnement du premier instant qui explique les incertitudes de la Russie, ses hésitations de conduitée. Elle semble d'abord en effet flotter entre toutes les politiques. Elle livre quelques-uns de ses fonctionnaires chargés par l'animadversion publique, et elle réprime par malentendu, si l'on me passe le terme; elle fait des concessions, elle trace un programme d'organisation nouvelle, elle promet des réformes, elle accepte pour auxiliaires une délégation populaire, la Société agricole elle-même, et bientôt société et délégation sont dissoutes; elle laisse pendant tout un mois l'agitation grandir par l'indécision jusqu'aux scènes du 8 avril, point de départ d'une politique qui semble se fixer de nouveau dans la compression. La Russie peut matériellement, sans nul doute, réprimer et disperser les manifestations à Varsovie; elle peut empêcher la population de porter le deuil de ses morts. Après cela, la question, par sa nature toute morale, en sera-t-elle moins

grave, moins vivante, moins palpitante, et, le dirai-je? moins oppressive pour la politique russe elle-même? Au fond, la Russie se trouve aujourd'hui placée dans une étrange et sérieuse alternative; elle a un choix à faire. Elle peut recommencer dans le royaume de la Pologne sa politique de trente ans, se rattacher plus que jamais aux systèmes à outrance. C'est peut-être l'intérêt de l'Autriche et de la Prusse, toujours inquiètes de voir renaître dans le royaume, par des concessions libérales, un foyer d'attraction pour les autres parties de la Pologne qu'elles possèdent elles-mêmes; c'est, dit-on, leur système de chercher à retenir le tsar, quelque étrange que ce soit de la part de la Prusse, qui ne prend sa force que dans les idées de nationalité et de libéralisme; mais est-ce l'intérêt réel de la Russie dans la situation présente du monde? La Russie même n'aurait qu'à puiser dans ses propres traditions et dans ses conseils pour trouver l'inspiration d'une politique plus équitable. L'empereur Alexandre II n'a qu'à ouvrir son esprit aux idées qui se lient intimement à la constitution du royaume de Pologne à l'époque où l'empereur Alexandre Ier le fondait et disait aux Polonais: „Vous conserverez votre langue, vous aurez vos lois, votre armée.... Votre restauration est définie par des traités solennels.“

Si le monde apparaissait aujourd'hui tel qu'il était il y a trente ans, il serait possible qu'une victoire matérielle eût la triste puissance d'amortir encore une fois le sentiment immortel d'une nation malheureuse, de le décourager du moins, et d'ajourner une question si souvent agitée. Aujourd'hui contre la continuation d'une politique de compression s'élèvent le droit, le sentiment européen, l'intérêt de la Russie dans la combinaison de

ses alliances, l'irrémédiable décadence de ces traités de 1815, mis en oubli par les gouvernemens eux-mêmes avant d'être abrogés par les peuples qui reviennent à la vie, et enfin le mouvement de la Pologne tout entière, mouvement que ne pourront qu'accélérer ou entretenir les diètes nouvelles de la Galicie, l'incessant rappel à la patrie des députés de Posen dans le parlement de Berlin, et l'attitude de résistance morale prise par la population de Varsovie. Quoi qu'il en soit, il y a certainement quelque chose d'émouvent et de sérieusement moral dans cette obstination d'un peuple à vivre, à garder en lui-même l'inviolable dépôt de sa foi patriotique. La légende des saints raconte qu'un jour, dans l'ère des martyrs, des chrétiens avaient été amassés au milieu d'un fleuve de glace et abandonnés là seuls, nus, livrés à toutes les violentes intempéries de l'air, n'ayant pas de quoi manger. Seulement du rivage on leur offrait des vêtemens chauds et des mets délicieux à la condition qu'ils abjureraient. Quelques-uns se laissèrent tenter; ils cédèrent, et en touchant le bord ils périrent. Les autres, qui étaient restés fermes dans l'épreuve, invoquant la suprême miséricorde, furent sauvés miraculeusement; il leur tomba d'en haut de quoi se préserver et se nourrir. Image touchante des peuples qui souffrent, qui ne veulent pas se laisser tenter, et qui poussent au ciel un acte de foi à désarmer toutes les colères de leur mauvaise fortune!

Charles de Mazade.

ÉTUDES
SUR
L'AVENIR DE LA RUSSIE.
PAR
D. K. SCHÉDO-FERROTI.

Première Étude:
LA LIBÉRATION DES PAYSANS.
Quatrième Édition. 15 Sgr.

Deuxième Étude:
LES PRINCIPES DU GOUVERNEMENT ET LEURS CONSÉQUENCES.
Troisième Édition. 1860. 1 Thlr.

Troisième Étude:
MALVERSATIONS ET REMÈDES.
Deuxième Édition. 1 Thlr.

Quatrième Étude:
LA NOBLESSE.
Deuxième Édition. 1859. 1 Thlr

Cinquième Étude:
LE MILITAIRE.
Deuxième Édition. 1861. 1 Thlr.

Sixième Étude:
LES SERFS NON ENCORE LIBÉRÉS.
1861. 20 Sgr.

Lettre sur l'histoire de France par **Henri d'Orléans** (Duc d'Aumale). ¼ Thlr.

La Brochure du Duc D'Aumale précédée de la lettre du prince Napoléon a l'Empereur et de la lettre de M. Mocquard au Times. 7½ Sgr.

Monsieur Napoléon Bonaparte (Jérome.) 7½ Sgr.

Pologne-Russie. 1861. 5 Sgr.

La nouvelle Sainte-Alliance. 1861. 10 Sgr.

Beitrag zur russischen Finanzlage. Eine Stimme aus Russland. 12 Sgr.

Lettres de Pierre Des Noyers, secrétaire de la Reine de Pologne Marie-Louise de Gonzague, princesse de Mantoue et de Nevers pour servir à l'Histoire de Pologne et de Suède de 1655 à 1659. 1 fort vol. 8. 2⅔ Thlr.

La Politique française devant l'Europe par un allemand. 8. 10 Sgr.

L'Empire Ottoman et ses adversaires par un voyageur en Orient. 8. 10 Sgr.

ALBERTUS (Marchion. Brandenburg. Dux Prussiae), *Libri de arte militari* mandato serenissimi regis Poloniae Sigismundi Augusti scripti, nunc prinum e codice authentico princ. palat. Adami Czartoryski cura et sumptibus bibliothecae polonicae editi. gr. fol. cart. 1856. 6⅔ Thlr.

ALFRED, *Douze historiettes et images* pour mes petits enfants. in 4. obl. fig. color. 22½ Sgr.

BESCHERELLE fréres & LITAIS de Gaux, *Grammaire nationale.* 2. édition. gr. 8. 1840. 3 Thlr.

Carte de la Pologne d'après Chrzanowski, Engelmann et d'autres. gr. fol. 15 Sgr.

CHAMBEAU, CH., *Manuel d'histoire universelle.* 4. édit. 12. 1856. 22½ Sgr.

CHATEAUBRIAND, M. DE, *Mémoires d'outre-tombe.* 12 vols. 12. 1850. 6⅔ Thlr.

Constitution Polens vom 3. Mai 1791. 8. 1847. 5 Sgr.

DAHLMANN, P., *Nouveau dictionnaire de poche* polonais - français et français - polonais. 3. édition. 2 forts vol. 12. 1860. 2 Thlr.

Dictionnaire polonais - français et français-polonais. Nouvelle édit. 8. 1858. 8 Thlr.

FOURNEL, CH., *Poésies.* 12. 1848. 1⅙ Thlr.

FRANCE et EUROPE. *Six lettres* tirées du portefeuille d'un homme politique. 8. 1849. 20 Sgr.

GIGOT (Albert), *la Pologne en 1859.* 12. ¼ Thlr.

GUIZOT, G., *Pourquoi* la révolution d'Angleterre a - t - elle réussi? 12. 1850. 10 Sgr.

HARNIER, J. J., *Nouvelle bibliothèque française.* Choix de littérature moderne épurée pour la jeunesse. 8. 1838. 1 Thlr.

HAXTHAUSEN (Baron Auguste), *Etudes sur* la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales *de la Russie.* 3 vol. 8. 10⅔ Thlr.

— — *Les forces militaires de la Russie* sous les rapports historiques, politiques, éthnographiques et statistiques. 1 vol. 8. 1¼ Thlr.

HIDCKEDORF (Oreste), *La grande compagnie* des chemins de fer Russes. 8. 1861. 7½ Sgr.

KOGALNITCHAN, M. DE, *Histoire* de la Dacie, des Valaques-Transdanubiens et *de la Valachie.* 1241 – 1792. 8. 1854. 2¼ Thlr.

KOGALNITCHAN, M. DE, *Esquisse sur* l'histoire, les mœurs et la langue des *Cigains* connus en France sous le nom de Bohémiens. Suivie d'un recueil de sept cents mots cigains. 8. 1837. 10 Sgr.

LAMBERT, E., *Des moyens* pratiques d'organiser le travail. 12. $7\frac{1}{2}$ Sgr.

MELLIER, J., *Ange et démon,* Roman nouveau. 2 vols. 12. 1847. 2 Thlr.

MONTHOLON (Général), compagnon d'exil et exécuteur testamentaire de l'Empereur.) Histoire *de la captivité de St.-Hélène.* 2 vols. 12. 1846. $1\frac{1}{4}$ Thlr.

MUSSET, A. DE, *Un caprice.* Comédie en un acte et en prose. 32. 1848. $2\frac{1}{2}$ Sgr.

NANCEY, C. M., *Poésies* choisies de *Henri Heine*, suivies de diverses autres poésies allemandes, trad. en vers par C. M. Nancey. 1858. cart. élég. 20 Sgr.

Le même ouvrage relié tr. dor. 1 Thlr.

ORDA, Napoléon, *Grammaire* analytique et pratique *de la langue polonaise* à l'usage des français. 8. 1858. 2 Thlr.

ROMIEU, A., *Le spectre rouge* de 1852. 12. 1852. 10 Sgr.

SCHÉDO-FERROTI, *Lettres sur les chemins de fer en Russie.* 8. 10 Sgr.

SCRIBE, E., *Une chaine,* comédie en cinq actes et en prose. 12. 1842. 5 Sgr.

STRAT, J., *Un coup d'œil* sur la question roumaine. 8. 1858. 10 Sgr.

Imprimerie Jules Sittenfeld a Berlin.

180-

KOGALNITCHAN, M. DE, *Esquis*
langue des *Cigains* connus en
hémiens. Suivie d'un recue
8. 1837.

LAMBERT, E., *Des moyens prati*

MELLIER, J., *Ange et démon,* Ron

MONTHOLON (Général), compagnon d'ex
taire de l'Empereur.) Histoire *de la captivité de*
2 vols. 12. 1846. 1¼ Thlr.

MUSSET, A. DE, *Un caprice.* Comédie en un acte et en prose. 32. 1848. 2½ Sgr.

NANCEY, C. M., *Poésies* choisies de *Henri Heine*, suivies de diverses autres poésies allemandes, trad. en vers par C. M. Nancey. 1858. cart. élég. 20 Sgr.

Le même ouvrage relié tr. dor. 1 Thlr.

ORDA, Napoléon, *Grammaire* analytique et pratique *de la langue polonaise* à l'usage des français. 8. 1858. 2 Thlr.

ROMIEU, A., *Le spectre rouge* de 1852. 12. 1852. 10 Sgr.

SCHÉDO-FERROTI, *Lettres sur les chemins de fer en Russie.* 8. 10 Sgr.

SCRIBE, E., *Une chaine,* comédie en cinq actes et en prose. 12. 1842. 5 Sgr.

STRAT, J., *Un coup d'œil* sur la question roumaine. 8. 1858. 10 Sgr.

Imprimerie Jules Sittenfeld a Berlin.

LIBRAIRIE B. BEHR (E. BOCK),

BERLIN 27, Unter den Linden.

NOUVEAUX GUIDES

DE

CONVERSATIONS MODERNES

FRANÇAISES, ANGLAISES, ALLEMANDES, ITALIENNES, ESPAGNOLES, RUSSES, POLONAISES, DANOISES ET SUÉDOISES

OU

DIALOGUES USUELS ET FAMILIERS

CONVENABLES AUX VOYAGEURS ET AUX PERSONNES QUI SE LIVRENT A L'ÉTUDE DE L'UNE OU DE PLUSIEURS DE CES LANGUES.

DEUX LANGUES EN FACE L'UNE DE L'AUTRE,
en un joli volume petit in-24. cartonné.
PRIX: **15 Sgr.**, SAVOIR:

français et allemand,
français et polonais,
français et russe,
français et italien,
français et anglais,
français et espagnol,
espagnol et anglais.
danois et anglais.

allemand et anglais,
allemand et polonais,
allemand et russe,
allemand et suédois,
allemand et italien,
allemand et espagnol,
allemand et danois
russe et polonais.

TROIS LANGUES RÉUNIES, SAVOIR:

français, anglais et allemand, 1 vol. in-16, cart. *20 Sgr.*
français, allemand et polonais, 1 vol. in-16, cart. *20 Sgr.*
français, italien et allemand, 1 vol. in-16, cart. *20 Sgr.*

QUATRE LANGUES RÉUNIES, SAVOIR:

français, anglais, allemand et polonais, en 1 vol. cart. *25 Sgr.*
français, allemand, polonais et russe, en 1 vol. cart. *25 Sgr.*
français, anglais, allemand et russe, en 1 vol. cart. *25 Sgr.*
français, anglais, allemand et italien, en 1 vol. cart. *25 Sgr.*
français, anglais, allemand et espagnol, en 1 vol. cart. *25 Sgr.*
suédois, allemand, français et russe, en 1 vol. cart. *25 Sgr.*
danois, suédois, allemand et anglais en vol. cart. *25 Sgr.*

SIX LANGUES RÉUNIES, SAVOIR:

français, italien, anglais, allemand, polonais et russe,
1 vol. in-16, papier velin, cart. **1 Thlr.**